

PORTS, MÉCANISATION AGRICOLE
ET FORMATION DES JEUNES

Les grands chantiers du Gouvernement

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers stratégiques. Les travaux ont porté sur le cadre juridique relatif à la création d'une Autorité portuaire nationale, sur un projet de décret exécutif instituant le Conseil national de la mécanisation agricole, ainsi que sur une communication consacrée au programme « Sanaa », un dispositif opérationnel de formation destiné aux jeunes. P 3



PRODUCTION
DE GAZ NATUREL

**L'Algérie conserve
la 3^e place dans le
monde arabe**

L'Algérie demeure le troisième producteur de gaz naturel du monde arabe en 2025, avec une production de 98 milliards de mètres cubes. Malgré un léger repli de 1,9 % par rapport à 2024, où la production avait atteint 100,2 milliards de mètres cubes, le pays conserve une place stratégique sur le marché gazier régional.

P 2

CRÉATION
DE VILLES INTÉGRÉES

**L'État adopte une
nouvelle approche
urbaine**

Avec plus de 179 000 logements distribués en 2026 et un objectif de deux millions d'unités d'ici 2029, le secteur de l'Habitat franchit une nouvelle étape en privilégiant désormais la qualité urbaine, les équipements et la planification territoriale. Ainsi donc, le secteur de l'habitat poursuit sa profonde mutation en Algérie. À l'occasion de la célébration du 64^e anniversaire de l'Indépendance, le président de la République a inauguré le nouveau pôle urbain « Taleb Ahmed Ibrahim », dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah, à Rahmania.

P 5

SALON INTERNATIONAL
DE L'HABITAT ET DE
L'IMMOBILIER "LOGIM EXPO"

**Plus de 70 exposants
attendus à la première
édition à Oran**

Plus de 70 exposants prendront part à la première édition du Salon international de l'habitat et de l'immobilier "Logim Expo", prévue du 15 au 19 juillet au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, a-t-on appris, mercredi, auprès des organisateurs.

P 5

ÉDUCATION

**Les résultats de l'examen du
baccalauréat annoncés
dimanche prochain** P 2

64^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

**Tebboune reçoit les vœux de
plusieurs chefs d'État et
dirigeants** P 3

HYDROCARBURES

**Sonatrach livre
sa première cargaison de
GNL à destination de
l'Allemagne** P 2

PRODUCTION DE GAZ NATUREL

L'Algérie conserve la 3^e place dans le monde arabe

Par S. R.

L'Algérie demeure le troisième producteur de gaz naturel du monde arabe en 2025, avec une production de 98 milliards de mètres cubes. Malgré un léger repli de 1,9 % par rapport à 2024, où la production avait atteint 100,2 milliards de mètres cubes, le pays conserve une place stratégique sur le marché gazier régional. Ce recul n'a toutefois pas remis en cause son rang dans le classement arabe. Seuls le Qatar et l'Arabie saoudite devançant désormais l'Algérie. Selon les données publiées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », le Qatar reste largement en tête avec une production de 183,5 milliards de mètres cubes, en hausse de 2,4 % sur un an. L'Arabie saoudite consolide sa deuxième position grâce à une progression de 8,5 %, portant sa production à 133,8 milliards de mètres cubes. Cette performance s'explique principalement par le démarrage de la production du gigantesque champ gazier de Jafurah et par le développement des ressources gazières non conventionnelles. L'Algérie est suivie par les Émirats arabes unis, qui occupent la quatrième place avec 58,6 milliards de mètres cubes, devant le Sultanat d'Oman (45,6 milliards de mètres cubes). L'Égypte recule quant à elle au sixième rang, avec une production de 40,8 milliards de mètres cubes, soit une baisse de 14 %, la plus importante enregistrée parmi les principaux producteurs arabes.

ÉDUCATION

Les résultats de l'examen du baccalauréat annoncés dimanche prochain

Les résultats de l'examen du baccalauréat (session 2026) seront annoncés dimanche 12 juillet à 10h00, a indiqué, mercredi dans un communiqué, le ministère de l'Éducation nationale. Le ministère a informé que les résultats de l'examen du baccalauréat seront disponibles, pour les candidats scolarisés, à travers les listes des bacheliers affichées au niveau des établissements d'enseignement, ainsi que via le site de l'Office national des examens et concours ONEC (<https://bac.onec.dz>), l'espace des parents (<https://awlyaa.education.dz>) et par SMS gratuits (*567#) auprès des opérateurs Mobilis, Ooredoo et Djazzy. Pour les candidats libres, les résultats seront accessibles via le site de l'ONEC (<https://bac.onec.dz>), ainsi que par SMS gratuits (*567#) auprès des opérateurs Mobilis, Ooredoo et Djazzy.

APS

INSCRIPTIONS UNIVERSITAIRES 2026

Place au 100 % numérique et à l'IA pour les nouveaux bacheliers

Pour la quatrième année consécutive, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique poursuit la dématérialisation de l'ensemble des procédures destinées aux nouveaux bacheliers. Pour l'année universitaire 2026-2027, cette transformation s'enrichit de l'intégration de l'intelligence artificielle afin d'accompagner les futurs étudiants dans leur orientation et leurs démarches administratives.

Par Selma R.

Lors de son intervention sur la « Chaîne I » de la Radio nationale, Abdeldjebbar Daoudi, conseiller du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique chargé du numérique et des statistiques, a souligné que « la stratégie du secteur est désormais fondée sur le 100 % numérique ». Selon lui, « le parcours de l'étudiant est totalement dématérialisé, depuis l'inscription initiale jusqu'à l'obtention du diplôme, en passant par les services des œuvres universitaires, notamment l'hébergement et la restauration ». L'une des principales nouveautés réside dans la disparition définitive du guide d'orientation papier, longtemps considéré comme un document de référence pour les nouveaux bacheliers. Désormais, toutes les informations sont accessibles sur une plateforme numérique interactive permettant de consulter les filières, les conditions d'accès et les moyennes requises de manière simple et actualisée. Dans la même dynamique, le ministère met à la disposition des candidats l'application mobile « Portal Bac », disponible sur Android et iOS. Bilingue, en arabe et en anglais, elle intègre le guide d'orientation et pro-

pose un calculateur automatique de la moyenne pondérée. Après la saisie des notes des matières concernées, l'application détermine instantanément la moyenne de candidature, offrant ainsi aux élèves une vision plus précise de leurs possibilités d'orientation.

L'autre innovation majeure de cette campagne est l'introduction de l'intelligence artificielle au service des futurs étudiants. Le ministère a déployé un assistant virtuel qui répond aux interrogations des candidats sur les procédures d'inscription, les filières, les conditions pédagogiques ou encore les prestations sociales. « Cet assistant fonctionne 24 heures sur 24 et comprend aussi bien l'arabe classique que la darja algérienne dans toutes ses variantes régionales », a expliqué Abdeldjebbar Daoudi. Il a précisé que cette technologie constitue « une réalisation 100 % algérienne », développée par les étudiants de troisième année de l'École nationale supérieure d'intelligence artificielle de Sidi Abdallah, illustrant ainsi les compétences nationales dans les technologies de pointe.

Le ministère introduit également plusieurs ajustements destinés à améliorer les conditions d'orientation. La fiche de vœux passe ainsi de dix à douze choix, avec un minimum obligatoire

de six spécialités. Parallèlement, de nouvelles formations en double licence font leur apparition afin de préparer les étudiants aux métiers émergents. Ces cursus associent plusieurs disciplines dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, les villes intelligentes, l'agriculture intelligente ou encore l'informatique quantique. L'objectif est de renforcer l'employabilité des diplômés tout en favorisant la création de start-up innovantes.

Les réformes concernent également les filières stratégiques. Sept anciennes annexes universitaires sont promues en facultés de médecine de plein exercice, notamment à Biskra, Djelfa, El Oued et Saïda, où un département de pharmacie ouvre également ses portes. Pour les sciences médicales, la moyenne minimale de candidature est fixée à 16/20, tandis que l'admission définitive dépendra du nombre de places disponibles et de la demande. De leur côté, les Écoles supérieures des enseignants disposent cette année de 35 000 places pédagogiques, contre 32 000 lors de la précédente rentrée. La moyenne minimale d'accès aux ENS du cycle primaire est, quant à elle, abaissée à 11/20 afin d'élargir le vivier des futurs enseignants.

HYDROCARBURES

Sonatrach livre sa première cargaison de GNL à destination de l'Allemagne

Le groupe Sonatrach a annoncé, hier dans un communiqué, la livraison de sa première cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL) à destination de l'Allemagne. Cette livraison, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de diversification des exportations gazières de la compagnie, a été réalisée en date du 2 juillet en cours au niveau du terminal de regazéification

flottant Wilhelmshaven 1, a précisé la même source. Elle a été chargée au niveau du complexe de liquéfaction de GL2Z à Bethioua (Oran) et acheminée à bord du méthanier Tessala, propriété du groupe pétrolier public, a ajouté le communiqué. Pour la compagnie nationale, cette livraison confirme "la capacité de Sonatrach à saisir les opportunités offertes par les

évolutions du marché international du gaz naturel, tout en renforçant la valorisation de ses ressources sur des marchés stratégiques à fort potentiel". Cette livraison témoigne également de "la flexibilité commerciale du groupe et de son engagement à consolider sa présence sur les principaux marchés énergétiques internationaux", selon le communiqué ajou-

tant qu'à travers cette opération, Sonatrach entend "poursuivre le développement de ses exportations vers ce marché". Le groupe vise, aussi, à consolider "sa position de fournisseur clé et sa contribution au renforcement de la sécurité des approvisionnements énergétiques de l'Europe", a-t-on encore souligné de même source.

APS

DÉVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION NATIONALE DES VACCINS

Le ministre de la Santé appelle à l'élaboration d'une feuille de route claire

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a appelé à l'élaboration d'une feuille de route claire visant à développer la production nationale dans le domaine des vaccins, saluant le rôle central de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) dans le soutien du système national de santé et le renforcement de la sécurité sanitaire du pays, a indiqué, mercredi, un communiqué du ministère.

Lors de sa visite, mardi, à l'IPA, le ministre a inspecté "les différentes activités de l'institut ainsi que ses programmes scientifiques et de recherche", outre "les projets stratégiques qu'il supervise dans les domaines de la santé publique, de la veille épidémiologique, du diagnostic en laboratoire et de la recherche scientifique", précise la même source.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Ait Messaoudene, a félicité les responsables et les cadres de l'Institut, à leur tête le directeur gé-

néral, à la suite de la désignation de l'Institut Pasteur d'Algérie en tant que Centre régional d'excellence pour la biosûreté et la biosécurité pour la région de l'Afrique du Nord, estimant que cette "reconnaissance internationale constitue l'aboutissement du parcours remarquable accompli par l'Institut dans le développement de ses capacités scientifiques et techniques et reflète la confiance accordée aux compétences algériennes par les instances internationales spécialisées". Le ministre a affirmé que "cette réalisation renforce la position de l'Algérie en tant qu'acteur régional dans le domaine de la sécurité sanitaire et ouvre de nouvelles perspectives de coopération scientifique, d'échange d'expertises et de renforcement des capacités en matière de biosûreté et de biosécurité à l'échelle régionale". M. Ait Messaoudene a, par ailleurs, salué "le parcours de cette établissement de référence revêtant une importance stratégique", mettant en

avant les compétences scientifiques et humaines dont il dispose, tout en louant "son rôle central dans le soutien du système national de santé et le renforcement de la sécurité sanitaire du pays".

"La place qu'occupe l'Institut aux plans régional et international constitue un facteur de motivation pour poursuivre l'amélioration des performances, ancrer la culture de la qualité et encourager l'innovation et la recherche scientifique", considère-t-il.

Le ministre de la Santé a insisté sur l'importance de passer à une "nouvelle étape" qui repose sur "la production nationale dans le domaine des vaccins, à travers l'introduction de techniques modernes", appelant à l'élaboration d'"une feuille de route aux contours clairs pour le développement de ce domaine stratégique, en adéquation avec les orientations nationales visant à renforcer la souveraineté sanitaire et à réduire la dépendance à l'égard de l'étranger".

Quotidien économique

Les Enjeux Eco

Édité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PORTS, MÉCANISATION AGRICOLE ET FORMATION DES JEUNES

Les grands chantiers du Gouvernement

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, hier mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers stratégiques. Les travaux ont porté sur le cadre juridique relatif à la création d'une Autorité portuaire nationale, sur un projet de décret exécutif instituant le Conseil national de la mécanisation agricole, ainsi que sur une communication consacrée au programme « Sanaa », un dispositif opérationnel de formation destiné aux jeunes.

Par S. R.

Dans le cadre de la mise en œuvre des hautes instructions du président de la République, le Gouvernement a entamé l'examen du cadre juridique relatif à la mise en place d'une Autorité portuaire nationale. Cette future instance sera chargée d'assurer les missions de service public liées au développement, à l'entretien, à la gestion, à la préservation et à la conservation du domaine public portuaire. Cette initiative intervient dans un contexte où les infrastructures portuaires occupent une place centrale dans les échanges commerciaux du pays, près de 95 % du commerce extérieur de l'Algérie transitant par voie maritime. La création de cette autorité s'inscrit ainsi dans la dynamique de modernisation des infrastructures nationales et de renforcement de l'efficacité du service public portuaire, avec pour objectif d'améliorer les performances

de la chaîne logistique et d'accompagner le développement des échanges économiques. Le Gouvernement a également examiné un projet de décret exécutif portant création du Conseil national de la mécanisation agricole et fixant ses missions, son organisation et son fonctionnement. Conformément aux directives du président de la République, ce projet vise à instituer un cadre national de gouvernance chargé de définir, de coordonner et de suivre la mise en œuvre de la stratégie nationale de mécanisation agricole. L'objectif est de développer le machinisme agricole, de moderniser les exploitations, d'améliorer leur productivité et de contribuer à la consolidation de la souveraineté alimentaire nationale. Cette démarche s'inscrit dans les efforts engagés par les pouvoirs publics pour accélérer la modernisation du secteur agricole et accompagner l'amélioration durable de ses performances. Les membres du Gouvernement ont, par

ailleurs, entendu une communication consacrée au programme « Sanaa », un dispositif opérationnel de formation destiné à fournir aux jeunes les compétences professionnelles requises sur le marché du travail. Ce programme vise à les initier à différents métiers et à développer leurs aptitudes professionnelles et techniques à travers des formations, un système de mentorat et un accompagnement leur permettant d'explorer diverses professions et d'acquérir les compétences nécessaires à leur exercice. Afin de permettre au plus grand nombre de bénéficier de ce dispositif, les horaires de formation sont étendus aux soirées et aux week-ends. Cette initiative répond aux besoins croissants de l'économie nationale en main-d'œuvre qualifiée et s'inscrit dans les politiques publiques visant à favoriser la création de richesse, la promotion de l'emploi et le développement de l'entrepreneuriat chez les jeunes.

ALGÉRIE-INDE

Une coopération économique aux perspectives prometteuses

Les relations économiques entre l'Algérie et l'Inde reposent sur un "partenariat solide" et "mutuellement bénéfique", appelé à se renforcer à la faveur des nombreuses opportunités de coopération offertes dans plusieurs secteurs stratégiques, a affirmé, mardi à Alger, l'ambassadrice de l'Inde en Algérie, Swati Vijay Kulkarni. S'exprimant lors d'une conférence de presse consacrée à la coopéra-

tion économique entre les deux pays, la diplomate a souligné que l'Algérie et l'Inde partagent une même vision en faveur de la coopération sud-sud, qu'elle a qualifiée de "levier essentiel pour promouvoir un développement durable, inclusif et équitable". Elle a également mis en avant les atouts des deux pays, notamment "une population jeune, un esprit entrepreneurial et des ressources hu-

maines qualifiées", estimant que cette complémentarité offre un "potentiel important" pour approfondir les relations économiques bilatérales. Evoquant les perspectives de coopération, elle a indiqué que le lancement, prévu "fin octobre 2026", du vol direct d'Air Algérie entre Alger et New Delhi "contribuera à stimuler les échanges commerciaux, les investissements et les contacts entre les

deux peuples, tout en ouvrant de nouvelles perspectives de coopération". L'ambassadrice a, par ailleurs, relevé les opportunités de partenariat dans plusieurs secteurs, dont les composants automobiles, l'agro-industrie, l'industrie pharmaceutique, les dispositifs médicaux, le textile et d'autres industries manufacturières à forte valeur ajoutée.

APS

64^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Tebboune reçoit les vœux de plusieurs chefs d'État et dirigeants

À l'occasion du 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu plusieurs messages de félicitations de dirigeants étrangers, qui lui ont adressé leurs vœux de santé et de succès, tout en souhaitant au peuple algérien davantage de progrès, de développement et de prospérité. Le président des États-Unis d'Amérique, Donald Trump, a adressé un message de vœux au chef de l'État algérien, dans lequel il lui a exprimé ses sincères félicitations à cette occasion, souhaitant au peuple algérien davantage de progrès et de prospérité. Dans son message, le président américain a souligné que les relations algéro-américaines « ont connu, au cours de l'année écoulée, un renforcement et un développement accrus ». Il a salué les avancées enregistrées dans le cadre du partenariat bilatéral, notamment en matière de soutien à la paix, à la sécurité et de coopération dans la lutte contre le terrorisme. Donald Trump a également mis en exergue le développement de la coopération économique entre les deux pays, au service des intérêts communs des peuples algérien et américain. Le président de la République tunisienne, Kaïs Saïed, a, de son côté, adressé un message de félicitations à son homologue algérien à l'occasion de la célébration de la Fête de l'Indépendance. Dans son message, le président tunisien a salué, avec fierté, les sacrifices et les grandes épopées historiques du peuple algérien dans sa lutte

pour la libération et l'indépendance. Il a réaffirmé son attachement à la solidité des relations fraternelles et historiques unissant l'Algérie et la Tunisie, ainsi que sa volonté de poursuivre le renforcement de la coopération et de la coordination entre les deux pays au service des intérêts communs des deux peuples. Le roi de Bahreïn, Hamad bin Issa Al Khalifa, a également présenté ses vœux au président Abdelmadjid Tebboune ainsi qu'au peuple algérien à l'occasion du 64^e anniversaire de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. Au nom du peuple et du gouvernement du Royaume de Bahreïn, pays frère, le souverain bahreïni a exprimé « ses sincères félicitations et ses meilleurs vœux », souhaitant à l'Algérie davantage de progrès, de développement et de prospérité.

L'Arabie saoudite souhaite davantage de progrès à l'Algérie

Le président de la République a également reçu un message de félicitations du prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane Al Saoud, également président du Conseil des ministres du Royaume d'Arabie saoudite. Dans son message, le prince héritier a adressé ses meilleurs vœux au président Abdelmadjid Tebboune, lui souhaitant pleine santé et bonheur, ainsi qu'au gouvernement et au peuple algériens davantage de progrès et de prospérité. Le président de la République du Sénégal, Bassi-

rou Diomaye Faye, a, pour sa part, adressé une lettre de félicitations au président Abdelmadjid Tebboune à l'occasion du 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. Le président sénégalais a exprimé ses chaleureuses félicitations et ses meilleurs vœux au chef de l'État ainsi qu'au peuple algérien, lui souhaitant davantage de progrès et de prospérité. Il a également affirmé sa volonté de renforcer les relations d'amitié, de fraternité et de coopération entre l'Algérie et le Sénégal, au service des intérêts communs des deux peuples.

Cuba réaffirme son attachement aux relations historiques avec l'Algérie

De son côté, le président de la République de Cuba, Miguel Diaz-Canel Bermudez, a adressé un message de vœux au président Abdelmadjid Tebboune à l'occasion du 64^e anniversaire de l'Indépendance nationale. Dans son message, le président cubain a exprimé ses chaleureuses félicitations au président de la République ainsi qu'au peuple algérien, souhaitant à l'Algérie davantage de progrès, de croissance et de prospérité. Il a également réaffirmé sa volonté de poursuivre le renforcement des relations historiques d'amitié et de fraternité unissant les deux pays, et de développer la coopération bilatérale dans les différents domaines, au mieux des intérêts communs des deux peuples.

Synthèse Z R.

GASPILLAGE DE L'EAU ET BRANCHEMENTS ILLICITES

Le ministre de l'Hydraulique appelle à une lutte renforcée

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a insisté avant-hier à Djelfa sur la nécessité de renforcer la lutte contre le gaspillage de l'eau et les branchements illicites aux réseaux de distribution, à l'occasion d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya. Dans une déclaration à la presse, le ministre a donné des instructions pour intensifier les opérations de détection et de réparation des fuites dans les meilleurs délais, et pour lutter avec fermeté contre les branchements illicites aux réseaux d'alimentation en eau potable, en vue de réduire les pertes en eau. Il a également appelé au renforcement des campagnes de sensibilisation des citoyens en faveur d'une utilisation rationnelle de cette ressource. Lounès Bouzegza a mis l'accent sur l'importance d'optimiser la gestion et l'exploitation des ouvrages hydrauliques par une utilisation rationnelle des moyens humains et matériels. Il a plaidé pour la généralisation de la numérisation des systèmes de gestion, permettant une intervention rapide en cas de pannes.

Le ministre a rappelé que sa visite à Djelfa s'inscrit dans une série de déplacements à travers les wilayas du pays pour suivre les programmes de développement du secteur. Il a souligné les spécificités de cette wilaya, longtemps confrontée à une pénurie et à une irrégularité des ressources en eau, avant de bénéficier ces dernières années d'importants programmes décidés par le président de la République, dont un programme complémentaire couvrant plusieurs secteurs, notamment celui des ressources en eau. Selon le ministre, la wilaya de Djelfa a bénéficié d'investissements de l'ordre de 34 milliards de dinars, au titre des programmes complémentaires, des programmes d'urgence et d'autres programmes locaux, avec des résultats aujourd'hui visibles sur le terrain. Ce programme s'est traduit en premier lieu par la réalisation de nouveaux forages destinés à mobiliser davantage de ressources en eau. Interrogé sur le décalage entre l'augmentation des volumes produits et les faibles quantités reçues par certains citoyens, M. Bouzegza a expliqué que cette situation est due aux pertes enregistrées sur les réseaux, aux fuites, aux branchements illicites et à une gestion parfois défaillante. Il a indiqué que l'eau produite représente un investissement considérable devant profiter pleinement au citoyen, d'où la nécessité d'évoluer vers des méthodes de gestion modernes recourant aux nouvelles technologies, notamment la gestion intelligente des réseaux et les compteurs intelligents. Au cours de cette visite, le ministre a procédé à la mise en service de plusieurs projets, dont des réservoirs d'eau et de nouveaux forages.

Par Z R.

COMMERCE
EXTÉRIEUR

**Le ministre Rezig
préside un atelier
sur la plateforme
numérique dédiée à
l'importation**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, mardi à Alger, l'ouverture d'un atelier consacré à l'explication des mécanismes d'utilisation de la plateforme numérique du programme prévisionnel d'importation, ainsi qu'aux modalités d'accès au couloir vert destiné aux entreprises publiques bénéficiant d'autorisations spéciales pour la validation de leurs programmes prévisionnels dans le cadre de l'équipement et du fonctionnement, indique un communiqué du ministère.

Dans son allocution d'ouverture, le ministre a précisé que la numérisation des procédures d'importation s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à renforcer la transparence, à simplifier les procédures administratives et à améliorer l'efficacité de la gestion des opérations d'importation, de manière à accélérer le traitement des dossiers et à orienter les produits importés vers les activités de production.

M. Rezig a également souligné l'importance pour les entreprises publiques de se conformer aux nouveaux mécanismes offerts par la plateforme numérique et d'exploiter de manière optimale le couloir vert, entré en vigueur le 1er juillet en cours, afin d'accélérer la validation de leurs programmes prévisionnels.

R. E.

SOLIDARITÉ

Lancement de deux services numériques au profit des personnes aux besoins spécifiques et aux bénéficiaires de l'AFS

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a annoncé, mercredi, le lancement de deux nouveaux services numériques, en coordination avec le Haut-commissariat à la numérisation, via le portail national des services numériques, destinés aux personnes aux besoins spécifiques et aux bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS), indique un communiqué du ministère. Les deux services "placent les principales procédures à la portée des bénéficiaires via un processus numérique simplifié", souligne la même source.

Ainsi, le service numérique lié à la carte des personnes aux besoins spécifiques "offre la possibilité de demander la carte pour la première fois, d'en modifier les données ou d'en demander un duplicata en cas de perte ou de détérioration". Le ser-

vice numérique lié à la carte de l'AFS "offre la possibilité de solliciter la délivrance de la carte, d'en modifier les données ou d'en demander un duplicata en cas de perte ou de détérioration".

Pour bénéficier de ces services, "il suffit de créer un compte via le portail national des services numériques pour accéder facilement et en toute sécurité aux services via le lien: <https://dzds.dz/ar-dz>", selon le communiqué.

Le lancement de ces deux services incarne "l'attachement du ministère à améliorer l'expérience du bénéficiaire, à fournir des services numériques plus faciles et rapides et à renforcer la qualité du service public, en veillant à le rapprocher davantage du citoyen pour mieux répondre à ses besoins".

APS

MODERNISATION DE LA CNR

Le ministre du Travail appelle à accélérer la numérisation des services

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a présidé, au siège du ministère, une réunion consacrée au suivi de la mise en œuvre du programme de modernisation des services de la Caisse nationale des retraités (CNR), en vue d'améliorer la prise en charge des retraités et de faciliter leur accès aux différents services, indique mardi un communiqué du ministère.

Un exposé a été présenté sur "l'exécution des instructions précédemment données par le ministre, visant à réduire d'au moins 50 % les déplacements des citoyens vers les structures de la CNR d'ici la fin de l'année en cours, grâce à l'élargissement des services numériques et au recours à des solutions technologiques modernes, ainsi qu'à la réduction des délais de traitement des dossiers et des préoccupations", précise le communiqué.

L'exposé a également porté sur "le plan de communication élaboré pour accompagner ces mesures, dans le but de faire connaître les

services numériques et d'encourager les retraités à y recourir". Après s'être félicité des résultats obtenus, M. Saihi a souligné que "l'amélioration de la qualité des services destinés aux retraités s'inscrit parmi les priorités du secteur", étant "une responsabilité nationale qui traduit la volonté de l'Etat d'honorer ses engagements envers une catégorie de citoyens ayant consacré de longues années au service du pays".

Et d'ajouter que "l'Etat demeurera attaché à son caractère social, à travers la mise en place d'un service public moderne, simplifié et proche du citoyen".

Le ministre a donné, dans ce sens, une série d'instructions et d'orientations, dont "la poursuite du processus visant à réduire les déplacements des retraités aux services de la CNR, à travers le parachèvement de la numérisation des différents services, l'intensification des campagnes de communication et de sensibilisation aux services numériques, notamment la technique de reconnaissance faciale au lieu d'exiger la fourniture de plusieurs documents avec l'adoption de moyens de communication adaptés aux retraités".

Les orientations du ministre ont porté aussi sur "l'accompagnement du retraité durant toutes les étapes d'obtention de ses droits et l'amélioration des conditions d'accueil, en adoptant des procédures simples facilitant son accès aux services, dont la création d'un guichet numérique permettant aux retraités d'exprimer leurs préoccupations et de suivre leur traitement à distance, la poursuite de la formation des agents en matière d'accueil, d'orientation, de communication et de renforcement de la culture du service de proximité et l'accès des jeunes compétences aux postes de responsabilité et leur encouragement à l'innovation et à la créativité et participant concourir à l'amélioration de la performance et au développement du service public".

Synthèse R. E.

PRODUCTION DE LAIT UHT

Une nouvelle vision pour parvenir à une industrie locale intégrée

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdelatif, a souligné, mardi à Alger, que le développement de la filière du lait UHT (Ultra Haute Température) nécessite l'adoption d'une nouvelle vision fondée sur la valorisation des ressources locales et le relèvement du taux d'intégration nationale, en vue de parvenir à une industrie locale intégrée à 100 %, indique un communiqué du ministère.

La ministre s'exprimait lors d'une réunion de travail qu'elle a présidée au siège du ministère, en présence du directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, et des responsables des unités de production de lait UHT, consacrée au suivi de l'approvisionnement du marché national en ce produit de large consommation et à l'examen des perspectives de développement de cette filière stratégique.

Après avoir écouté les préoccupations des opérateurs économiques, la ministre a précisé que cette nouvelle vision repose sur le renforcement de la coordination entre les producteurs de lait et les fabricants de matériaux d'emballage, afin d'identifier les besoins réels, d'augmenter le taux d'intégration nationale et de garantir un produit répondant aux

attentes des consommateurs et aux besoins du marché national.

De son côté, le directeur général de l'AAPI a mis en avant l'importance d'orienter les investissements vers les filières prioritaires, notamment les projets de fabrication de matériaux d'emballage, compte tenu de leur rôle dans le renforcement de l'intégration locale, la création de valeur ajoutée et le soutien à la compétitivité de l'économie nationale.

Au terme de la réunion, la ministre a réaffirmé l'engagement du secteur du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national à poursuivre l'accompagnement des opérateurs économiques et à réunir les conditions favorables au développement de la filière du lait UHT, afin d'assurer la pérennité de l'approvisionnement du marché national et de renforcer la production locale.

R. E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 07 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 Juillet 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات	
	أسعار التجزئة ²				
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	94	105	82	البطاطا
	Tomate	86	102	69	الطماطم
	Oignon sec	72	81	63	البصل الجاف
	Ail sec	666	759	572	الثوم الجاف
	Ail vert	329	355	303	الثوم الاخضر
	Carotte	96	109	83	الجزر
	Navet	126	139	112	اللفت
	Poivron	126	142	109	الفلفل الاخضر
	Piment	138	158	118	الفلفل الحار
	Courgette	87	101	72	الكوسة
	Haricot vert	185	203	167	الفاصولياء الخضراء
Laitue	117	130	104	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	540	668	412	التفاح المحلي
	Datte	497	624	370	التمر
	Banane	547	570	524	الموز
	Melon	114	131	97	البطيخ الاصفر
	Pastèque	69	83	55	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2015	2151	1878	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	337	350	324	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	345,00	0,29	0,18	-9,12	6,09	10,14	10000	3 450 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,12	-0,40	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,07	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	4,17	3,31	10,97	5,43	4800	11 040 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,52	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,39	4,21	4,72	0	0,00

CRÉATION DE VILLES INTÉGRÉES

L'État adopte une nouvelle approche urbaine

Avec plus de 179 000 logements distribués en 2026 et un objectif de deux millions d'unités d'ici 2029, le secteur de l'Habitat franchit une nouvelle étape en privilégiant désormais la qualité urbaine, les équipements et la planification territoriale. Ainsi donc, le secteur de l'habitat poursuit sa profonde mutation en Algérie. À l'occasion de la célébration du 64^e anniversaire de l'Indépendance, le président de la République a inauguré le nouveau pôle urbain « Taleb Ahmed Ibrahim » dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah, à Rahmania. Au-delà de la livraison d'un important programme de logements, cette réalisation symbolise une nouvelle approche de l'aménagement urbain, fondée sur la création de véritables villes intégrées plutôt que de simples ensembles résidentiels.

Par Réda Hadi

Invité de la Radio nationale, le directeur général du Logement au ministère de l'Habitat, Mohamed Mordjani, a expliqué que ce nouveau pôle urbain comprend 10 507 logements en location-vente, auxquels s'ajoutent des infrastructures éducatives, sanitaires et sécuritaires, deux centres commerciaux, des commerces de proximité implantés au rez-de-chaussée des immeubles ainsi que plus de 14 hectares d'espaces verts et de détente.

Selon lui, cette conception répond directement aux orientations du président de la République visant à développer de nouveaux pôles urbains autour des grandes agglomérations afin de réduire la pression sur les centres-villes tout en améliorant la qualité de vie des citoyens.

L'inauguration de ce nouveau quartier a également marqué le lancement d'une vaste opération nationale de distribution de logements portant sur 179 168 unités réparties à travers les 58 wilayas ainsi que les nouvelles wilayas déléguées, illustrant la dimension nationale de cette politique.

Cette opération comprend plus de 42 000 logements publics locatifs, près de 12 000 logements en location-vente, plus de 76 000 aides à l'habitat rural, environ 30 000 aides à la construction dans les lotissements sociaux ainsi que près de 10 000 logements promotionnels aidés et plus de 7 000 logements promotionnels libres.

Cette diversité des formules permet de répondre aux besoins des différentes catégories de la population, depuis les ménages les plus

modestes jusqu'aux classes moyennes, sans oublier les habitants des zones rurales et des Hauts-Plateaux.

Des villes complètes et non plus des quartiers-dortoirs

Le ministère de l'Habitat insiste désormais sur un changement profond de philosophie. L'objectif n'est plus seulement de construire des logements, mais de créer des villes fonctionnelles disposant de tous les services nécessaires dès l'arrivée des habitants.

Mohamed Mordjani souligne que les commerces, les écoles, les structures sanitaires, les réseaux d'eau, d'électricité et de gaz sont désormais réalisés de manière synchronisée avec les programmes de logements. Certaines administrations ont même déjà aménagé leurs locaux avant l'installation des premiers résidents afin d'assurer une mise en service immédiate.

Le responsable rappelle que cette approche constitue l'un des principaux défis fixés par le ministre de l'Habitat afin d'éviter les retards qui existaient autrefois entre la livraison des logements et celle des équipements publics. Ainsi le ministère accorde une importance particulière à la gestion et à l'entretien des nouvelles cités. Mohamed Mordjani rappelle que la réglementation encadre précisément la gestion des parties communes des immeubles et appelle les futurs occupants à participer activement à la préservation de leur cadre de vie. Espaces verts, cages d'escaliers, ascenseurs, terrasses et équipements collectifs devront être entretenus grâce à une gestion de copropriété organisée afin d'assurer la pé-

rennité de ces investissements publics.

47 nouveaux pôles urbains en préparation

Le directeur général du Logement dresse également un bilan particulièrement positif de la politique nationale de l'habitat. Entre 2020 et 2025, plus de 2,1 millions de logements ont été livrés sur l'ensemble du territoire national, toutes formules confondues. Pour la période 2025-2029, le président de la République a fixé un nouvel objectif de deux millions de logements supplémentaires. L'année 2025 a déjà enregistré la livraison de près de 395 000 logements, tandis que l'exercice 2026 débute avec la distribution des 179 168 logements annoncés le 5 juillet. Afin d'atteindre cette ambition, l'État prévoit de maintenir un rythme moyen d'environ 400 000 logements par an, entièrement financés par le Trésor public, y compris les travaux de viabilisation, les réseaux, les voiries et les équipements collectifs. Pour accueillir ces futurs programmes, le ministère travaille actuellement sur 47 nouveaux pôles urbains répartis à travers le territoire national. Une partie d'entre eux est déjà en cours de viabilisation. Cette stratégie repose sur une meilleure maîtrise du foncier, une planification urbaine intégrée et une coordination renforcée entre les secteurs de l'Habitat, de l'Hydraulique, de l'Énergie, des Travaux publics et des collectivités locales. Selon Mohamed Mordjani, le véritable défi réside désormais dans la capacité à construire rapidement tout en garantissant la qualité architecturale, le respect des délais, la maîtrise des coûts et la disponibilité simultanée des infrastructures.

GARA DJEBILET

Mise en service de la station de détente de gaz alimentant le projet d'exploitation du minerai de fer à Béchar

Le groupe Sonelgaz a annoncé, hier dans un communiqué, la mise en service de la station de détente de gaz de Toumiat (wilaya de Béchar), au profit du client industriel Feraal, afin d'assurer un approvisionnement régulier en gaz naturel au projet d'exploitation du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf). Cette réalis-

tion s'inscrit dans "le cadre de la concrétisation des engagements de Sonelgaz d'accompagner les mégas projets stratégiques de l'Etat, à travers la mise à disposition des infrastructures énergétiques nécessaires à la réussite des mégas projets structurants", précise la même source. La nouvelle station, réalisée par So-

nelgaz-Transport Gaz (STG), filiale du groupe public, garantira un approvisionnement régulier et sécurisé en gaz naturel du complexe Feraal, principal partenaire industriel du projet de Gara Djebilet, créant ainsi les conditions énergétiques indispensables à la réalisation des objectifs de production du projet, selon la même source.

Cette installation qui a été réalisée "selon les normes techniques les plus élevées", est raccordée à un gazoduc de 28 pouces de diamètre, et doté d'une capacité de débit de 15.000 M3 normalisés par heure, répondant ainsi aux besoins énergétiques du projet durant sa première phase, ajoute le communiqué.

PROJET DE LA LIGNE MINIÈRE EST

Visite d'inspection du tronçon Bouchegouf-Dréa

Les travaux au niveau du projet de la ligne minière Est qui se poursuivent, notamment sur le tronçon reliant Bouchegouf (Guelma) et Dréa (Souk Ahras) sur une distance de 121 km, ont fait l'objet d'une visite d'inspection effectuée par une délégation de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), où des instructions ont été données pour que soient mobilisés tous les moyens afin d'accélérer la cadence de réalisation de ce projet stratégique, indique mercredi un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. Lors de cette visite effectuée par le Directeur général de l'Agence, Azzedine Fridi, en présence de

cadres du ministère et de l'Agence ainsi que de responsables des entreprises de réalisation, l'accent a été mis sur la nécessité de respecter les délais contractuels et d'atteindre les objectifs fixés pour l'ensemble de ce projet. Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi des travaux de réalisation du projet de la ligne minière Est Annaba-Tébessa-Bled El Hadba (422 km), et en application des instructions du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, visant à intensifier le suivi sur le terrain des projets d'infrastructures de base, ajoute la même source. La visite a concerné nombre de chantiers de terrassement et les sites de réalisation d'ouvrages d'art, M. Fridi ayant évalué l'état d'avancement enregis-

tré, notamment en ce qui concerne les travaux de nivellement des pentes et de préparation des bases et supports de ponts, au regard de la nature géographique difficile du terrain traversé par une importante partie du projet. Il s'est également enquis des moyens humains et matériels mobilisés au niveau des différents chantiers et inspecté de près le rythme des travaux et les indicateurs de réalisation enregistrés sur le terrain. Le responsable a également écouté les explications techniques sur le taux d'avancement des travaux et les mesures prises pour relever les différents défis, en soulignant l'impératif de maintenir la même cadence de réalisation, conformément au programme tracé, souligne le communiqué. **R E.**

SALON INTERNATIONAL DE L'HABITAT ET DE L'IMMOBILIER "LOGIM EXPO"

Plus de 70 exposants attendus à la première édition à Oran

Plus de 70 exposants prendront part à la première édition du Salon international de l'habitat et de l'immobilier "Logim Expo", prévue du 15 au 19 juillet au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, a-t-on appris, mercredi, auprès des organisateurs. Organisé à l'initiative de l'agence Ultimate Station, en partenariat avec Numidia Publicité, cet événement réunira les principaux acteurs des secteurs de l'habitat et de l'immobilier, notamment des promoteurs immobiliers, des entreprises publiques et privées de réalisation, des bureaux d'études et d'architecture, ainsi que des établissements financiers et des compagnies d'assurance. Des représentants de plusieurs ambassades accréditées en Algérie y prendront également part, a indiqué le commissaire du Salon, Mohamed Yacine Khechaï, dans une déclaration à l'APS.

Selon le même responsable, cette rencontre économique se veut un espace d'exposition des dernières innovations dans les domaines de l'habitat et de l'immobilier, tout en favorisant le développement de partenariats entre les différents opérateurs. Elle permettra également au public de découvrir les nouvelles tendances architecturales, les technologies liées aux maisons intelligentes, ainsi que des solutions immobilières adaptées aux différents profils d'acquéreurs, en fonction de leur pouvoir d'achat.

Placée sous le slogan "Été, Habitat", cette première édition se tiendra durant cinq jours, en coïncidence avec la saison estivale. Elle offrira aux visiteurs, notamment aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger, l'opportunité de s'informer sur les possibilités d'investissement dans le secteur de l'habitat, à travers l'acquisition de logements promotionnels ou l'inscription aux programmes immobiliers actuellement en cours de réalisation dans la wilaya d'Oran.

M. Khechaï a ajouté que plusieurs promoteurs immobiliers proposeront, à cette occasion, des offres promotionnelles et des réductions sur les prix des logements achevés ainsi que sur ceux commercialisés en vente sur plan, afin d'encourager les membres de la diaspora nationale souhaitant investir dans l'immobilier en Algérie. Le programme du Salon prévoit également des rencontres d'affaires (B2B) entre opérateurs économiques, ainsi qu'un cycle de conférences consacrées à plusieurs thématiques, notamment l'environnement et les maisons intelligentes, les technologies modernes de la construction, l'architecture, l'esthétique des programmes de l'habitat, l'aménagement urbain et les espaces verts, ainsi que d'autres questions liées au développement du secteur.

R E.

BOUIRA

Renforcement du réseau électrique au profit des communes de la Daira de M'Chedallah

Le réseau électrique a été renforcé au profit des communes de la Daira de M'Chedallah (Bouira), après la réhabilitation de l'étage de 30 KV au niveau du poste source 60/30 KV d'Ilyiten, at-on appris mardi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Réalisé pour une enveloppe financière de plus de 80 millions de dinars sur fonds propres de l'entreprise, le projet a été mis en service par les autorités de la wilaya après une vaste opération de réhabilitation d'un étage de 30 KV au poste source d'Ilyithen, dans la commune de Saharidj, a indiqué Mme Widad Benyoucef, responsable dans la même direction. Ce projet permettra, selon le même responsable, "de créer de nouveaux départs électriques 30KV" et de faciliter ainsi l'exploitation du réseau de distribution électrique et surtout d'améliorer la qualité et la continuité du service", ainsi que l'amélioration des prestations au profit des clients de la Daira de M'Chedallah, au numéro de 36.138. La dynamique que connaît le secteur de l'énergie s'est traduite par une nette du service public à travers la wilaya de Bouira, avec un taux de couverture global de plus de 97% pour l'électricité, alors que pour le gaz, le taux avoisine les 96%, selon les dernières statistiques fournies par la direction de distribution.

APS

TINDOUF

Mise en service d'un centre de proximité de stockage des céréales d'une capacité de 5 000 tonnes

Les capacités de stockage des céréales de la wilaya de Tindouf ont été renforcées, mardi, avec la mise en service d'un nouveau centre de proximité de stockage d'une capacité de 5 000 tonnes, une infrastructure qui s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à renforcer la sécurité alimentaire et à préserver le stock stratégique de céréales.

Le centre a été inauguré par le wali de Tindouf, Mustapha Dahou, en présence des autorités locales, des représentants de la famille révolutionnaire, du secteur de l'agriculture ainsi que de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC). Cette mise en service intervient dans le cadre du programme commémoratif du 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. A cette occasion, le wali a indiqué que cette réalisation s'inscrit dans la stratégie nationale arrêtée par le président de la République visant à garantir la sécurité alimentaire et à sécuriser les différentes productions agricoles, notamment les céréales. Il a précisé que le centre a été réalisé conformément aux normes techniques en vigueur et constitue une infrastructure stratégique

destinée à assurer le stockage des céréales dans des conditions optimales, particulièrement dans les régions du Sud. Pour sa part, le directeur des Equipements publics, Salim Fateh, a indiqué que le projet a nécessité un investissement de 280 millions de dinars. Implanté au niveau de la zone d'activités sur un terrain aménagé, le centre comprend plusieurs installations nécessaires au bon déroulement des opérations de stockage, notamment des hangars, un bloc administratif, un laboratoire de contrôle, un pont-bascule, un réservoir d'eau ainsi qu'un système intégré de lutte contre les incendies. De son côté, le directeur de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Béchar, Ghali Yahiaoui, a souligné l'importance de cette infrastructure, qui permettra d'augmenter la capacité de stockage de la wi-

laya de Tindouf, passant de 7 000 à 50 000 quintaux.

Il a également relevé que ce centre contribuera à rapprocher les structures de stockage des agriculteurs, à faciliter la collecte des récoltes et à améliorer leur commercialisation. Il a ajouté qu'après la réception de cette nouvelle infrastructure, la capacité globale de stockage de la CCLS de Béchar atteindra près de 380 000 quintaux.

Cette réalisation s'inscrit dans le cadre du programme national visant à renforcer la sécurité alimentaire à travers l'extension du réseau des infrastructures de stockage des céréales à l'échelle nationale, afin de préserver la production locale et d'améliorer les conditions d'approvisionnement du marché en cette denrée stratégique.

APS

EL BAYADH

Inauguration et lancement de plusieurs projets de développement dans divers secteurs

Plusieurs projets de développement ont été inaugurés et lancés, mardi dans la wilaya d'El Bayadh, dans le cadre de la célébration du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. A cette occasion, les autorités locales civiles et militaires, accompagnées de représentants de la famille révolutionnaire, ont procédé, dans la commune de Boualem, à l'inauguration d'un centre de proximité de stockage des céréales d'une capacité de 50.000 quintaux, à la pose de la première pierre d'un bureau de poste et au lancement des travaux de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 1.000 mètres cubes.

Au niveau de l'ensemble résidentiel "Chahid Boukhouza Bouhafs", relevant de la commune de Ghassoul, le coup d'envoi a également été donné pour la réalisation d'un réservoir d'eau de 250 mètres cubes. Dans la commune de Stiten, les autorités ont lancé les travaux de réalisation et d'équipement de deux salles de classe d'extension à l'école "Djebara Cheikh". Elles ont également mis en service un marché de proximité couvert, tout en remettant aux commerçants les décisions d'attribution leur permettant d'y exercer leurs activités. Par ailleurs, les travaux de réalisation d'une cantine scolaire à l'école "Badji Ahmed" ont été lancés. Dans cette même commune, les

autorités ont aussi donné le coup d'envoi aux travaux d'extension et de renouvellement du réseau d'assainissement, visant à éliminer les points noirs, ainsi qu'à un projet d'aménagement urbain touchant plusieurs quartiers.

Enfin, au niveau du hameau rural de Ourikissa, toujours dans la commune de Stiten, les autorités ont mis en service le projet de revêtement et de bitumage de la route communale reliant les villages d'Ourikissa et de Sidi Nacer, sur une distance de 5,5 km, tout en lançant les travaux de réalisation d'un forage profond au profit du hameau rural de Oued El Hadjel.

R.I.

MILA

Plus de 3.000 foyers raccordés au réseau de gaz naturel

Des projets de raccordement de 3.386 foyers au réseau d'approvisionnement en gaz naturel ont été mis en service mardi dans plusieurs communes de la wilaya de Mila. Selon les explications présentées par le directeur local de distribution de l'électricité et du gaz, Abdelkader Badaoui, à mechta Ain

Baghla, dans la commune de Tessala Lemtaï, aux autorités locales qui ont présidé la mise en service du raccordement, 30 projets ont été exécutés pour raccorder ces foyers répartis sur 30 mechtas relevant de 15 communes, Minar Zerza, Oued Seggan, Tleghema et Amira Arrés entre autres. Ces projets visant à améliorer le cadre de vie

des habitants des mechtas et localités reculées, ont nécessité la réalisation d'un réseau de distribution d'un linéaire de 253 km et la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 1,025 milliards DA, selon la même source. Avec la mise en service de ces projets, le taux de raccordement par le réseau de gaz à Mila passe à 86,59 %, a ajouté la même

source. Il a été également procédé dans la commune de Tessala Lemtaï au lancement de quatre nouveaux projets pour parachever le raccordement de cette collectivité locale et réaliser un réseau de distribution de 63 km en vue d'acheminer cette énergie à 2.033 foyers, a-t-on indiqué.

APS

GUELMA

Les structures de stockage de céréales renforcées par un nouveau silo d'une capacité de 200.000 qx

Les structures de stockage de céréales dans la wilaya de Guelma ont été renforcées au début de l'actuelle campagne de moisson battage par la mise en service d'un nouveau silo métallique d'une capacité de 200.000 quintaux, a-t-on appris mardi auprès de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS).

Cette importante structure de stockage a été réalisée par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) au niveau du siège de la CCLS de la commune de Belkheir distante de près de 2 km du chef-lieu de wilaya, a précisé à

l'APS le chargé de communication de la CCLS.

Ce silo métallique doté d'un système de contrôle automatique programmable est constitué de trois parties principales à savoir des structures de stockage cylindriques, une tour d'exploitation et une station de chargement et déchargement, selon la même source qui a indiqué que cet ouvrage a été équipé de moyens modernes de nettoyage des céréales, d'élimination de impuretés, de préservation de la qualité du produit et de lutte contre les insectes.

La mise en service de cet équipement

nouveau porte à 22 le nombre des structures de stockage relevant de la CCLS de Guelma avec une capacité globale estimée à 1,3 millions quintaux et incluant des silos métalliques, des centres de proximité intermédiaires et des unités de stockage répartis sur les communes de la wilaya, selon la même source.

Au cours de la précédente campagne de moisson battage 2024/2025, la wilaya avait connu la mise en service de neuf centres de proximité de stockage d'une capacité totale de 450.000 quintaux réalisés dans les communes de Nechmeya, Ain Makhlof, Héliopolis, Ain Ben Bei-

dha, Oued Cheham, Bouchegouf, Oued Zenati, Ras El Agba et Bordj Sebah, selon le même cadre qui a ajouté que les travaux sont en cours pour réaliser un silo stratégique d'une capacité de 1 million quintaux dans la commune Boumahra Ahmed.

Les services de la CCLS de Guelma prévoient au terme de l'actuelle campagne de moisson battage ciblant une superficie de plus de 91.000 hectares de collecter plus de 1,6 millions quintaux de céréales toutes variétés confondues dont 1,2 millions quintaux de blé dur.

R.E

État dans le marché et marché dans l'État

Les dichotomies qui ont fait le succès des sociétés occidentales, nature société, État marché se transforment en faiblesses. La dichotomie État et marché sur laquelle s'est construit l'État providence et la soumission des sociétés du reste du monde au marché mondial, ne semble plus pertinente. Le marché se dissocie de l'État occidental et se retourne contre lui, le marché mondial dispute la souveraineté aux sociétés occidentales[1]. Les sociétés est-asiatiques ayant opéré leur industrialisation en rejetant de telles dichotomies ont réussi une meilleure intégration au marché mondial, elles ont soustrait la domination du marché aux puissances occidentales. Elles ont retourné le marché mondial contre les États démocratiques occidentaux.

1^{ère} partie

DERGUINI Arezki (*)

L'article Institutions as Cognitive Media between strategic interactions and individual beliefs[2] de Masahiko Aoki et les ouvrages Governing the Market[3] de Robert Wade concernant Taiwan, Market in the state[4] de Yongnian Zheng et Yanjie Huang et How China Escaped the Poverty Trap[5] de Yuen Yuen Ang concernant la Chine, se combinent particulièrement bien pour illustrer la différence de conception des rapports entre État et marché dans la tradition occidentale libérale et les traditions est-asiatiques. Ensemble, ils permettent de construire une théorie cohérente du marché comme institution politiquement construite, chacun insistant sur un niveau différent : Aoki sur les croyances et les coordinations, Wade sur les politiques industrielles, Ang sur l'adaptation institutionnelle, et Zheng sur la hiérarchie politique qui englobe l'ensemble du système économique.

Les institutions comme médias cognitifs entre interactions stratégiques et croyances individuelles

La thèse fondamentale d'Aoki peut se résumer en une phrase : les institutions ne sont pas seulement des règles ; elles sont des médias cognitifs qui permettent aux individus de coordonner leurs croyances et leurs comportements. Autrement dit, une institution ne contraint pas simplement les acteurs ; elle leur fournit un langage commun permettant d'interpréter la situation, d'anticiper les comportements d'autrui et de coordonner leurs actions. Pour Aoki une institution est une règle plus des croyances partagées. Les individus suivent la règle parce qu'ils pensent que les autres la suivront également. Le problème économique fondamental est comment des individus développent-ils des croyances communes qui rendent ces règles crédibles ? Pour Aoki, les institutions sont des artefacts sociaux, elles ne sont ni naturelles ni purement juridiques. Elles sont des objets produits historiquement. Des artefacts qui condensent l'expérience accumulée d'une société, ils servent de résumés de l'expérience collective. Les institutions évoluent lorsque les croyances collectives changent. Il ne suffit donc pas de modifier la loi. Il faut modifier les attentes, les représentations, les habitudes et les anticipations. C'est pourquoi certaines réformes échouent. Pour Aoki, les institutions fonctionnent rarement isolément, elles sont



"L'État dans le marché"

complémentaires. Modifier une seule institution peut déstabiliser l'ensemble institutionnel. Cette idée explique pourquoi il est difficile de transplanter les institutions d'un pays à un autre. Pour Aoki, une institution est un système de croyances partagées stabilisant un jeu social. Les pays possèdent des institutions différentes parce que leurs histoires produisent des équilibres cognitifs différents. Pour réformer les institutions, il faut modifier progressivement les croyances et les mécanismes de coordination.

« Le processus évolutif des règles du jeu social est donc complexe et fluide. Une modification des règles sociales ne peut être simplement conçue, mise en œuvre et appliquée par des lois ni par des entrepreneurs politiques. Elle implique la pratique effective du jeu ainsi qu'un filtrage cognitif, tant individuel que social. C'est seulement par ce processus que certains indicateurs quasi publics acquièrent une importance croissante, apparaissant de plus en plus persuasifs, raisonnables et dominants, que les croyances comportementales des acteurs convergent, se recoupent et se coordonnent de manière significative. Ce n'est qu'alors que l'on peut affirmer que de nouvelles règles des jeux sociaux, ou institutions, ont émergé. »[6]

Aussi Aoki permet de comprendre pourquoi :

- le marché chinois fonctionne sans reposer exclusivement sur l'État de droit libéral ;
- les organisations du Parti, les gouvernements locaux, les réseaux relationnels et les entreprises publiques jouent un rôle de coordination des anticipations ;
- l'efficacité d'un système dépend moins de la copie de « bonnes institutions » que de la cohérence de l'ensemble institutionnel.

L'ouvrage Governing the Market de Robert Wade est considéré, avec les travaux de Alice Amsden, Chalmers Johnson et Peter Evans, comme une réfutation des interprétations purement libérales du « miracle est-asiatique ». L'argument central est le suivant : le succès industriel de Taïwan, de la Corée du Sud et, dans une moindre mesure, du Japon, n'est pas le résultat d'un marché libre, mais d'un marché gouverné ("governed market"), c'est-à-dire d'un marché dont les signaux sont constamment orientés, corrigés et disciplinés par l'État.

« Mais dans l'ensemble, les pays qui ont rattrapé le club des pays industrialisés riches ont eu tendance à suivre les préceptes de Friedrich List, le théoricien allemand du rattrapage économique qui écrivait dans les années 1840 : « Afin de permettre à la liberté du commerce de s'exercer naturellement, la nation la moins avancée [lire : l'Allemagne] doit d'abord être élevée artificiellement au même niveau de développement que celui auquel la nation anglaise a été artificiellement élevée. »[7] »[8]

« Gouverner le marché » décrit d'une

part les politiques industrielles et d'autre part les performances de l'industrie. Mais il va au-delà des corrélations pour décrire la capacité de l'État à travers les dispositifs institutionnels et politiques régissant les interactions entre les secteurs public et privé. Il met en lumière des fonctionnaires industriels étatiques, certes motivés, mais agissants non pas comme des directeurs omniscients, mais comme des directeurs apprenants – même si le contexte dans lequel ils ont appris les a amenés à agréger les préférences des industriels plutôt que celles de leurs organisations. L'ouvrage explore également les sources de la motivation, de la puissance et de la crédibilité des politiques publiques. Il manque cependant une analyse des économies externes liées au capital humain, pourtant source majeure de rendements croissants à Taïwan et dans d'autres pays d'Asie de l'Est : une micro-analyse des capacités des entreprises et de leur gouvernance, et une méso-analyse des réseaux interentreprises d'entrées-sorties, des marchés des facteurs et des connaissances tacites.

(A suivre)

Notes

- [1] Voir le triangle d'incompatibilité institutionnelle de Dani Rodrik. Les États, démocratiques occidentaux faudrait-il ajouter, dans le cadre de la mondialisation seraient obligés de choisir deux des trois options suivantes : des institutions démocratiques, la souveraineté nationale, et l'intégration économique profonde. https://www.nber.org/system/files/working_papers/w9129/w9129.pdf
- [2] Cet article prolonge son ouvrage majeur Toward a Comparative Institutional Analysis. (2001). Traduction française : Fondements d'une analyse institutionnelle comparée, Paris, Albin Michel, novembre 2006. https://fr.wikipedia.org/wiki/Triangle_d'incompatibilit%C3%A9_de_Rodrik#cite_note-5
- [3] Governing the market: economic theory and the role of government in East Asian industrialization. Princeton University Press. 1990, rééd. 2003 et 2018.
- [4] Yongnian Zheng, Yanjie Huang. Market in State: The Political Economy of Domination in China. Cambridge University Press. 2018.
- [5] Yuen Yuen Ang. How China Escaped the Poverty Trap. Cornell University Press. 2016.
- [6] Masahiko Aoki, op. cit., p. 33
- [7] F. List, 1966 [1885], The National System of Political Economy, New York: Augustus Kelley (ch. 11), 131.
- [8] Robert Wade, op. cit.. Introduction to the 2003 Paperback Edition : creating capitalism, pp. xvi-xvii

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

SELON LE PATRON DE
TOTALENERGIES

«La Syrie comme
une "route
alternative" pour
le pétrole»

La déclaration de Patrick Pouyanné, patron de TotalEnergies, intervient alors qu'Emmanuel Macron, accompagné de plusieurs chefs d'entreprises, est en déplacement en Syrie où il a rencontré le nouveau président, Ahmad al-Charaa. La Syrie peut devenir un "pays de transit important pour le pétrole qui vient d'Irak vers la Méditerranée", et offrir des "routes alternatives" au détroit d'Ormuz, a déclaré ce mardi 7 juillet à Damas le patron de TotalEnergies Patrick Pouyanné, en marge de la visite d'Emmanuel Macron.

"Aujourd'hui, c'est clair que la situation sécuritaire ne permet pas encore de travailler, mais je trouve que c'est une belle initiative de venir ici, à Damas", a-t-il dit à des journalistes juste avant l'annonce de l'explosion de deux bombes à proximité de l'hôtel où le président français avait passé la nuit.

Patrick Pouyanné demande à être "un peu patient" avec la Syrie "C'est un pays qui est à la croisée des chemins dans le Moyen-Orient", a-t-il ajouté. Selon lui, "ce qui vient de passer avec le détroit d'Ormuz" dans le Golfe, bloqué durant la guerre américano-israélienne contre l'Iran, "lui donne également plus d'importance", "puisque l'on voit bien que maintenant, si on veut investir au Moyen-Orient, il va falloir qu'on trouve des routes alternatives".

Début avril, l'Irak avait annoncé avoir commencé à transporter du pétrole par camion à travers la Syrie en vue de sa réexportation, en raison de la fermeture du détroit d'Ormuz. L'Irak et la Syrie ont récemment évoqué un projet de restauration de l'oléoduc reliant les deux pays, fermé depuis des décennies. TotalEnergies a conclu un mémorandum d'entente avec la Syrie pour un bloc d'exploration offshore en Méditerranée, mais n'a pas encore d'autre projet spécifique dans le pays, a souligné Patrick Pouyanné.

Agence

ÉGYPTE

L'UE prévoit de décaisser 1,7 milliard \$ pour soutenir les réformes économiques

Ce financement s'inscrit dans le cadre du partenariat stratégique et global conclu entre les deux parties. L'Union européenne prévoit de débloquer 1,5 milliard d'euros (1,7 milliard \$) en faveur de l'Égypte afin d'accompagner son programme de réformes économiques, ont annoncé les autorités égyptiennes le 6 juillet 2026.

Synthèse Rédaction Internationale

Selon les responsables des deux parties, ces fonds visent à soutenir les réformes engagées par Le Caire, à renforcer la compétitivité de l'économie, à soutenir une croissance durable et à favoriser le développement du secteur privé. L'Égypte a également confirmé son association au programme européen de recherche et d'innovation Horizon Europe, destiné à renforcer la coopération scientifique et technologique.

Au-delà de l'appui économique, les discussions ont porté sur la gestion des flux migratoires. L'Union européenne a rappelé qu'elle consacrera 200 millions d'euros d'ici 2028 au renforcement des capacités égyptiennes en matière de contrôle des frontières, de lutte contre les réseaux de passeurs, de protection des migrants et de promotion de voies de migration légales. La coopération entre les deux partenaires devrait par ailleurs s'intensifier dans le cadre du Pacte pour la Méditerranée, qui structure les projets régionaux européens. L'Égypte participe déjà à plusieurs initiatives, dont T-MED dans le domaine de l'énergie et MED Skill Tracker, axé sur les compétences et l'emploi des jeunes. Les deux parties souhaitent également renforcer les échanges universitaires et parlementaires par la création d'une université méditerranéenne et d'une assemblée des jeunes parlementaires de la région, afin de favoriser une coopération plus étroite entre les deux rives de la Méditerranée.



Cette annonce intervient dans un contexte de rapprochement renforcé entre l'Égypte et l'Union européenne. En mars 2024, les deux partenaires ont signé un partenariat stratégique couvrant les domaines politique, économique, sécuritaire, migratoire et liés au développement humain, consolidé lors du premier sommet UE-Égypte en octobre 2025 à Bruxelles. Ce ca-

dre de coopération est appuyé par une enveloppe globale de 7,4 milliards d'euros pour la période 2024-2027.

En 2025, l'Union européenne s'est imposée comme le premier partenaire commercial de l'Égypte, représentant plus de 22 % des échanges du pays. Le volume total des échanges de biens entre les deux partenaires a atteint 32,4 milliards d'euros, dont 20 milliards d'euros d'exportations européennes vers l'Égypte et 12,4 milliards d'euros d'importations en provenance d'Égypte.

KAÏS SAÏED (TUNISIE)

Les indicateurs économiques s'améliorent, mais les Tunisiens n'en ressentent pas les effets

Malgré une croissance de 2,5%, une inflation maîtrisée, des réserves en devises en hausse et le remboursement des dettes dans les délais, les Tunisiens ne perçoivent toujours pas les retombées de ces performances économiques. C'est le constat dressé par le président de la République, Kaïs Saïed, lors de la remise du rapport annuel 2025 de la Banque centrale de Tunisie.

Les performances affichées par l'économie tunisienne ne suffisent pas si elles ne se traduisent pas par une amélioration du quotidien des citoyens. C'est le message qu'a délivré le président de la République, Kaïs Saïed, en recevant, lundi 6 juillet

au palais de Carthage, le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT), Fathi Zouhair Nouri, venu lui remettre le rapport annuel de l'institution pour l'exercice 2025. À cette occasion, le chef de l'État a également pris connaissance des résultats de la participation de la Tunisie, invitée d'honneur au congrès financier annuel de la Banque de Russie, organisé à Saint-Petersbourg.

Des résultats macroéconomiques en amélioration

Kaïs Saïed a réaffirmé le rôle de la Banque centrale dans le soutien à l'économie nationale, estimant que la

Tunisie avait démontré la pertinence de ses choix nationaux à travers plusieurs indicateurs économiques favorables.

Le président de la République a cité une croissance de 2,5%, avec des perspectives de hausse, une inflation maîtrisée, des réserves en devises couvrant désormais 103 jours d'importation ainsi que le remboursement des dettes dans les délais.

Le défi : transformer les chiffres en amélioration du quotidien

Tout en saluant ces résultats, Kaïs Saïed a reconnu qu'ils ne se reflétaient pas encore dans la vie des Tunisiens. Il a souligné que la

population n'avait pas bénéficié de ces performances, ayant surtout supporté les charges liées à l'endettement.

Pour le chef de l'État, les indicateurs macroéconomiques ne constituent pas une finalité. Leur véritable valeur réside dans leur capacité à produire des effets concrets sur les conditions de vie des citoyens, dans toutes les régions du pays.

Il a ainsi insisté sur le fait que les résultats économiques ne prennent tout leur sens que lorsqu'ils sont ressentis par les Tunisiens dans leur quotidien, au-delà des chiffres et des statistiques.

R I.

PÊCHE

La Mauritanie dispose d'un stock de poissons pélagiques exploitable sans compromettre sa durabilité

L'Assemblée nationale a tenu, une séance plénière présidée par M. Hacem Cheikh Bah, vice-président de l'Assemblée, consacrée à l'écoute des réponses du ministre de la Pêche et des Infrastructures maritimes et portuaires, à une question orale posée par la députée Aziza Mint Jiddou. La députée a déclaré que la situation des ressources halieutiques, notamment le stock de sardines, n'est plus un simple dysfonctionnement technique, mais est devenue une question d'une gravité extrême menaçant la paix sociale et la sécurité alimentaire, en sou-

lignant que les rapports de l'Institut mauritanien de recherche océanographique et de pêche ont averti que ce stock est au bord de l'effondrement, et elle s'est interrogée sur les justifications de la pression continue sur ce stock malgré ces avertissements. En réponse à la question de la députée, le ministre de la pêche et des infrastructures maritimes et portuaires, M. Moctar Ahmed Bouceif a précisé que les rapports périodiques émis par l'Institut mauritanien de recherche océanographique et de pêche, qui est une institution rendant compte au mi-

nistère, reflètent un niveau élevé de transparence dans l'information du public sur la réalité des ressources halieutiques, affirmant que la publication de ces données permet aux citoyens de connaître la véritable situation du stock et de distinguer entre les données scientifiques et les informations inexacts circulant sur l'épuisement des ressources maritimes.

Il a ajouté que la quantité exploitable de poissons pélagiques est estimée à 1,353 million de tonnes, confirmant que la Mauritanie n'a pas atteint ce ni-

veau de capture depuis l'indépendance, et que le stock reste dans les limites garantissant sa durabilité. Il a indiqué que le secteur s'appuie sur un système précis de gestion des pêches basé sur la distribution des quotas, de sorte que les quantités autorisées à la capture ne dépassent pas le plafond scientifiquement permis, et que les opérations de déchargement et d'exportation sont soumises à un contrôle strict garantissant l'exactitude des données relatives à la production et à la commercialisation.

R I.

FILIERE DROMADAIRE

Un atout que le Tchad peut mieux valoriser

L'essor de la demande en protéines animales et en produits laitiers suscite un intérêt croissant pour des filières pastorales comme le dromadaire au Tchad. Longtemps considéré principalement comme un animal de transport, le camélidé apparaît comme un levier de diversification économique.

Au Tchad, pays sahélien souvent associé au pétrole et à la gomme arabique, le dromadaire règne en maître sur les vastes étendues du nord et des zones arides. Selon les statistiques les plus récentes de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il abrite près de 11 millions de têtes, soit le plus grand troupeau de la planète.

Alors que l'élevage constitue déjà le premier poste d'exportation hors pétrole, cette richesse vient s'ajouter à un patrimoine pastoral plus large, affichant plus de 120 millions de têtes de bétail.

Une ressource stratégique

Au nord du Tchad, le dromadaire a depuis longtemps dépassé le statut d'animal d'élevage. Il est un marqueur fort de l'identité des communautés pastorales, faisant office de symbole de prestige, de richesse et de statut social. Le camélidé structure aussi les modes de vie dans les zones arides et semi-arides, permettant la mobilité sur de longues distances et reliant les campements aux marchés.

Sur un autre plan, le dromadaire est un pilier de la sécurité alimentaire et joue un important rôle économique. Son lait, pro-

duit de manière relativement régulière même en période de sécheresse, constitue une source essentielle de protéines pour de nombreuses familles. Longtemps consommé dans les communautés pastorales, il gagne désormais les marchés urbains, notamment à N'Djamena, où la demande s'élargit peu à peu.

Sa viande, très prisée sur les marchés locaux et dans la sous-région, alimente un commerce dynamique et rentable, tandis que les exportations de dromadaires vivants vers les pays voisins comme la Libye, le Soudan et l'Égypte, génèrent des entrées significatives de devises, de même que les réexportations vers les pays du Golfe.

À Mao, l'un des grands marchés du nord, situé à plus de 300 km de N'Djamena, cette économie prend tout son sens. Les éleveurs y convergent pour vendre leurs bêtes.

Un potentiel qui reste à exploiter

Malgré ce potentiel impressionnant, la filière dromadaire reste encore loin d'avoir donné toute sa mesure. Le Tchad exporte surtout des animaux sur pied, laissant une grande partie de la valeur ajoutée à d'autres pays. Il possède le troupeau, mais

capte encore trop peu les bénéfices liés à la transformation, à la conservation, au conditionnement ou à la commercialisation de produits finis.

Face à cette situation, plusieurs pistes de valorisation se dessinent. D'un côté, le développement d'abattoirs modernes et de chaînes de froid permettrait de ne plus exporter uniquement du bétail sur pied, mais aussi de la viande de dromadaire transformée à plus forte valeur ajoutée, vers les marchés régionaux et ceux du Golfe. Une telle évolution permettrait de devenir un hub de la chaîne de valeur bétail/viande, en tirant profit d'une position géographique au carrefour de l'Afrique du Nord, de l'Ouest, du Centre et du Sahel. Sur un autre plan, le lait de chamelle/dromadaire ouvre lui aussi une autre voie. Longtemps consommé presque exclusivement par des populations nomades, ce produit connaît aujourd'hui un regain d'intérêt auprès d'un public plus large, notamment urbain et occidental. Cette popularité favorise son intégration croissante dans les circuits commerciaux, y compris à l'international, portée par sa réputation de produit aux vertus nutritionnelles, voire thérapeutiques.

Synthèse R I.

ZIMBABWE

Une panne nationale met en évidence la fragilité du réseau électrique

La sécurité de l'approvisionnement électrique reste un défi majeur au Zimbabwe, où le système repose encore sur quelques grands pôles de production et sur les importations. La panne nationale de lundi soir rappelle cette vulnérabilité.

Le Zimbabwe a été touché, lundi 6 juillet 2026, par une panne nationale d'électricité provoquée par un défaut majeur sur le réseau de transport. Dans une mise à jour technique publiée le même jour, la compagnie publique d'énergie ZESA Holdings a indiqué que l'incident est survenu à 18h24 sur la ligne Warren-Alaska 330 kV, entraînant la perte des inter-

connexions avec des réseaux électriques régionaux voisins.

Selon le communiqué, cette défaillance a ensuite provoqué une perte de production locale, en raison d'une instabilité de tension et d'une sous-fréquence sur le réseau. Les opérations de rétablissement ont commencé à 19h01, avec le soutien d'Escom, de la centrale de Kariba, d'Hydro Cahora Bassa et des unités 1, 2 et 3 de la centrale de Hwange. ZESA Holdings a indiqué qu'à 22h00, l'alimentation électrique avait été rétablie dans la majorité des principaux points d'approvisionnement du pays. Les équipes techniques poursuivaient toutefois les

travaux de synchronisation des unités restantes de Hwange et les interventions au poste de Warren, qui alimente certaines parties de Harare.

Les limites d'un modèle énergétique concentré

L'incident intervient sur un système électrique très concentré, reposant quasi exclusivement sur deux sources de production et sur les importations. Selon les données 2023 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le charbon représentait 54 % de la production d'électricité du Zimbabwe,

contre 45 % pour l'hydroélectricité. Les importations nettes d'électricité représentaient environ un quart de la consommation finale du pays (25,1 %), illustrant la dépendance du pays aux approvisionnements extérieurs.

Dans ce contexte, au-delà du rétablissement du service, la panne rappelle l'enjeu du renforcement du réseau et de la diversification du mix électrique.

Le solaire et d'autres renouvelables pourraient y jouer un rôle croissant, à condition d'être intégrés à une infrastructure plus robuste.

Agence

LIBERIA

Le projet de réforme du transport ferroviaire se précise

Longtemps centré sur les besoins des compagnies minières, le réseau ferroviaire libérien est appelé à évoluer vers un modèle de gouvernance plus ouvert. Les autorités poursuivent cette réforme avec la création d'une autorité nationale dédiée.

Le processus de création de la Liberia National Railways Authority (LNRA) a franchi une étape décisive avec l'adoption, par les parties prenantes, d'un cadre juridique permanent. La mise en place de cette institution vise à réformer le modèle d'exploitation et de développement du réseau ferroviaire, jusqu'ici largement structuré autour de conces-

sions minières individuelles, au profit d'un système plus transparent et ouvert à plusieurs utilisateurs.

L'adoption de ce cadre juridique survient après le décret présidentiel pris en 2024 pour lancer le projet. Elle s'inscrit dans le contexte d'une rivalité récente entre deux grands groupes miniers autour du contrôle du corridor ferroviaire reliant Yekepa au port de Buchanan, principal axe d'exportation des ressources minières du pays. Le différend a notamment opposé ArcelorMittal Liberia (AML) à High Power Exploration (HPX), maison mère d'Ivanhoe Atlantic. Selon les autorités, la LNRA sera char-

gée de superviser l'exploitation des infrastructures ferroviaires, de délivrer les licences d'exploitation, d'élaborer un cadre réglementaire destiné à améliorer et à développer le réseau, et de veiller au respect des normes de sécurité. Elle aura également pour mission de définir les politiques et plans de transport encadrant la circulation des personnes et des marchandises, aussi bien à l'intérieur du Liberia que vers les pays voisins.

À terme, cette réforme devrait renforcer les exportations minières, soutenir la commercialisation des produits agricoles, favoriser le développement industriel et améliorer la connectivité des cor-

ridors de transport. Elle permettra également de doter le transport ferroviaire d'un cadre juridique pérenne, allant au-delà des seuls décrets exécutifs.

D'après la Commission des réformes, la nouvelle architecture institutionnelle pourrait accroître la confiance des investisseurs, stimuler la production et les exportations minières, réduire les coûts logistiques au bénéfice des activités industrielles et agricoles, tout en générant des emplois à travers la construction, la maintenance, l'exploitation ferroviaire et les chaînes de valeur associées.

Agence

TANZANIE

Dar es Salam invite l'AIEA à évaluer sa préparation au nucléaire civil

La Tanzanie dispose de l'une des plus grandes réserves d'uranium d'Afrique. Le pays cherche à transformer cette richesse souterraine en source d'électricité, avec l'appui de la Russie et de l'AIEA.

La Tanzanie franchit une nouvelle étape dans son programme d'énergie nucléaire. La directrice générale de la Commission tanzanienne de l'énergie atomique (TAEC), la professeure Najat Kassim Mohamed, a annoncé dimanche 5 juillet, lors de la 50ème Foire internationale de Dar es Salaam, que le gouvernement a invité des experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour conduire une évaluation de l'état de préparation du pays dans le domaine, a rapporté Daily News Tanzania.

L'AIEA exige en effet de tout pays candidat au nucléaire civil la mise en œuvre de 19 étapes clés réparties en trois phases, avant d'autoriser le lancement officiel d'un programme de production d'électricité nucléaire. La Tanzanie a complété ses préparatifs préliminaires et attend désormais le feu vert de l'agence onusienne pour entamer officiellement la première phase, qui porte sur l'établissement d'un cadre juridique solide et le renforcement d'une autorité de régulation indépendante. Si l'évaluation est positive, le pays espère produire de l'électricité nucléaire dans environ sept ans. La professeure Mohammed a assuré que chaque étape est conduite conformément aux normes internationales de sécurité nucléaire. « Il n'y a aucune raison de craindre l'introduction de l'énergie nucléaire », a-t-elle déclaré, en soulignant que la sécurité reste la priorité absolue à chaque stade du programme. La Tanzanie dispose de réserves substantielles d'uranium, concentrées notamment dans la région de Ruvuma, dans le sud du pays. Le gisement de Nyota, situé sur le projet Mkuju River, contient des ressources estimées à 152 millions de tonnes de minerai, d'après des données de Mantra Tanzania, filiale du groupe russe Rosatom. En juillet 2025, la présidente Samia Suluhu Hassan a inauguré une usine pilote de traitement de l'uranium sur le site de Namtumbo. La construction de l'installation principale doit démarrer cette année pour une mise en service prévue en 2029. L'investissement total est estimé à 1,2 milliard de dollars sur vingt ans. R I.

SUITE AU REPRIS DES HOSTILITÉS AU MOYEN-ORIENT

Wall Street vue en repli, l'Europe également en baisse

Wall Street est attendue en baisse mercredi à l'ouverture et les Bourses européennes sont dans le rouge à la mi-séance après de nouvelles frappes américaines en Iran, tandis que le président américain Donald Trump juge que le cessez-le-feu est désormais mort.

Les futures sur indices new-yorkais signalent une ouverture de Wall Street en baisse de 1,32% pour le Dow Jones, de 1,01% pour le Standard & Poor's 500 et de 1,45% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le rouge marquée par un repli des semi-conducteurs.

À Paris, le CAC 40 perd 2,24% à 8.247,23 points vers 10h10 GMT. À Francfort, le Dax recule de 2,30% et à Londres, le FTSE fléchit de 1,63%.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 régresse de 1,84% et l'EuroStoxx 50 de la zone euro de 2,15%. Le Stoxx 600 abandonne 1,87%, pénalisé en premier par le secteur de la consommation, tandis qu' hormis l'énergie tous ses grands secteurs sont dans le rouge.

L'armée américaine a mené mercredi de nouvelles frappes en Iran après avoir suspendu mardi l'autorisation temporaire accordée à l'Iran pour vendre son pétrole dans le cadre du protocole d'accord signé le mois dernier par Washington et Téhéran, dont Donald Trump a jugé qu'il était terminé. Cette reprise des hostilités au Moyen-Orient provoque une remontée des cours de l'énergie, les valeurs pétrolières et gazières figurant parmi les rares secteurs à être dans le vert, avec un indice de l'énergie sur le Stoxx 600 qui progresse de 1,55%.

Parallèlement, les dirigeants de l'Otan ont dévoilé mardi en Turquie des contrats d'armement d'une valeur de plusieurs dizaines de milliards de dollars, soulignant ainsi qu'ils tenaient compte des appels des Etats-Unis à dépenser davantage pour défendre l'Europe, alors même que Donald Trump exprimait sa déception envers ses alliés et réitérait sa volonté de prendre le contrôle du Groenland. Le sommet de l'Alliance se poursuit ce mercredi.

"Ce n'est clairement pas ce que le marché attendait et cela pèse très lourd sur le moral des investisseurs", constate Chris Beauchamp, chef stratège marchés chez IG, en réaction aux propos de Donald Trump sur le protocole d'accord de cessez-le-feu avec l'Iran.

"Je pense que la situation va évoluer de la manière suivante : il y aura peut-être encore quelques échanges, puis les négociations reprendront probablement, car les deux parties le souhaitent. Le protocole d'accord sera peut-être caduc, mais comme cela a déjà été le cas, il n'a pas permis d'instaurer un cessez-le-feu et de laisser les marchés se redresser", ajoute-t-il.

En attendant les indices de la volatilité à Wall Street et sur l'EuroStoxx 50 bondissent respectivement de 16,11%, à 18,73 points, et de 16,46%, à 19,54 points, à un sommet de plus d'une semaine.

Les valeurs à suivre à Wall Street

Le secteur de l'énergie aux Etats-Unis monte fortement en avant-Bourse après l'annonce par Donald Trump de la "fin" de l'accord avec l'Iran.

Les géants pétroliers Exxon Mobil et Chevron progressent respectivement de 3% et 2,6%, tandis que ConocoPhillips, APA Corp et Devon Energy avancent de 2,3% à 2,9%. Les prestataires de services pétroliers comme Baker Hughes, SLB et Halliburton sont indiqués en hausse de 1% à 2,2%, tandis que les raffineurs tels que Phillips 66, Valero Energy et Marathon Petroleum devraient prendre de 1% à 2%.

Valeurs en Europe

Dans le sillage de la remontée des cours du pétrole, à Paris TotalEnergies prend 2,92% et Maurel et Prom 5,83%, tandis qu'ailleurs en Europe, BP avance de 3,56%, Shell de 1,94% et Eni de 3,93%. Vaar Energi, Aker, Repsol, Equinor gagnent de 2% à 4%.

Dans le reste de l'actualité des entreprises, Aperam chute de 4,30% avec l'abaissement de la recommandation d'Exane BNP sur l'aciériste, tandis que Lufthansa plonge de 5,54% après une dégradation de Citi. Vistry dégringole de près de 10% après l'annonce par la société d'une perte avant impôts d'environ 30 millions de livres sterling prévue pour le premier semestre. Le secteur de la construction résidentielle au Royaume-Uni plonge de 4,7%.

Pétrole

Le marché pétrolier monte mercredi, touchant un sommet de deux semaines alors que Donald Trump a déclaré que le mémorandum d'entente visant à mettre fin au conflit avec l'Iran était "terminé", ravivant les craintes de perturbations des approvisionnements en brut au Moyen-Orient. Le Brent grimpe de 5,89% à 78,55 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) bondit de 5,88% à 74,60 dollars.

Taux

Les rendements obligataires souverains en zone euro montent fortement pour atteindre leurs plus hauts niveaux en un mois après les dernières déclarations de Donald Trump sur le cessez-le-feu avec l'Iran et la révocation par les Etats-Unis de l'autorisation permettant à Téhéran de vendre du pétrole.

Le rendement du Bund allemand à dix ans grimpe de 8,2 points de base, à 3,07%, à un pic depuis le 11 juin, tandis que le deux ans s'envole de 9,7 points, à 2,68%, au plus haut

également depuis le 11 juin. Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans bondit de 4,8 points de base, à 4,57%, tandis que le deux ans avance de 5,4 points, à 4,21%.

"C'est un véritable signal d'alarme pour les marchés, car on s'attendait à ce que, suite au protocole d'accord, le pétrole revienne sur les marchés", explique Aneeka Gupta, directrice d'études chez WisdomTree.

"Ce qui a vraiment changé, c'est que l'exemption concernant le pétrole iranien a disparu", a-t-elle ajouté. "Cela a supprimé une incitation essentielle au respect des règles par l'Iran", a-t-elle également noté.

Changes

Le dollar progresse légèrement, de 0,10%, face à un panier de devises internationales, touchant un sommet d'environ une semaine dans une séance volatile, après les propos de Donald Trump sur l'Iran.

"Le dollar américain a réagi, mais le marché a appris à relativiser les propos de Donald Trump. Ces remarques visent peut-être à

amener l'opposition à la table des négociations. Néanmoins, elles ne manqueront pas d'accroître l'anxiété", prédit Jane Foley, responsable de la stratégie change chez Rabobank.

Les cambistes attendent par ailleurs à 18h00 GMT le compte rendu de la réunion de juin de la Réserve fédérale américaine (Fed), la première présidée par son nouveau président Kevin Warsh.

"Le compte rendu d'aujourd'hui permettra de clarifier à quel point les membres prennent au sérieux la possibilité de hausses de taux", souligne dans une note Francesco Pesole, stratège devises chez ING.

"Nous anticipons un renforcement du message restrictif, susceptible de consolider la dynamique du dollar", a-t-il ajouté, tout en précisant qu'une forte hausse n'est pas attendue.

L'euro recule de 0,06%, à 1,1404 dollar, quasiment inchangé, tandis que la livre sterling s'échange à 1,3341 dollar (-0,08%).

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Juillet 2026
Valeur : 10 Juillet 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.0773	133.0923
1	EUR EURO	151.9743	152.0047
1	GBP POUND STERLING	177.8395	177.9547
100	JPY JAPANESE YEN	81.9896	82.0039
1	CNY CHINESE YUAN	19.5774	19.5822
1	CHF SWISS FRANC	164.9037	164.9836
1	CAD CANADIAN DOLLAR	93.9480	93.9785
1	DKK DANISH KRONE	20.3361	20.3412
1	SEK SWEDISH KRONA	13.7461	13.7501
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.6069	13.6274
1	AED UAE DIRHAM	36.2342	36.2402
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4457	35.4516
1	KWD KUWAITI DINAR	432.3499	432.5392
1	TND TUNISIAN DINAR	44.8014	45.2516
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.2234	14.2250
1	LYD LIBYAN DINAR	20.7276	20.8338
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3220	3.3323
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.7923	180.7923

BOURSE ZURICH

Le SMI affaibli par le Moyen-Orient

La Bourse suisse a plongé dans le rouge dans la matinée de mercredi, contrairement à sa clôture rassurante la veille. Dans un contexte peu animé, les tensions au Moyen-Orient retiennent toute l'attention des investisseurs. Les Etats-Unis ont lancé mardi une série de frappes contre l'Iran et rétabli leurs sanctions économiques sur le pétrole iranien, affirmant répondre ainsi aux tirs sur des navires commerciaux dans le détroit d'Ormuz. Les deux camps s'accusent de violer leur protocole d'accord. Depuis Ankara, Donald Trump s'est dit "très en colère" contre l'Otan. Il accuse l'Europe de l'avoir laissé tomber pendant la guerre en Iran. "Les

négociations de paix sont menacées lorsque l'on ajoute à cela les exigences nucléaires des deux parties: les Etats-Unis exigent que l'Iran abandonne son programme nucléaire, tandis que l'Iran ne voit guère d'intérêt à le faire après avoir été si violemment attaqué par le duo américano-israélien", explique l'analyste Ipek Ozkardeskaya de chez Swissquote.

Les cours du pétrole ont bondit en milieu de matinée après les déclarations du président américain. "C'est regrettable. En cas de nouvelle dé-escalade, il est difficile de savoir jusqu'où les cours pourraient baisser. Le recul précédent était principalement dû à des facteurs liés à l'offre",

ajoute Mme Ozkardeskaya. Vers 10h50, le Brent prenait 5,72% à 78,35 dollars le baril (USD/bbl) et le texan WTI 5,93% à 74,62 USD/bbl. Les places européennes ont reculé, aussi face aux tensions au Moyen-Orient. Paris cédait 0,80%, Londres 0,59%, Francfort 0,87% et Milan 0,62%.

Un seul survivant

Vers 10h50, le SMI reculait de 1,60% à 14'130,50 points, le SLI de 1,72% à 2261,11 points et le SPI de 1,60% à 19'879,86 points. Sur les trente valeurs vedette, une seule progressait, Kühne+Nagel (+0,4%). Le spécialiste schwytois des transports et de la lo-

gistique a annoncé inaugurer avec le groupe Mondadori un centre de distribution de 40'000 mètres carrés en Italie. La pire chute revenait à Sika (-4,8%), sans indication particulière. Pour les poids lourds, Nestlé perdait 0,7%, Novartis 1,0%, UBS 1,5% et le bon Roche 1,7%.

La société immobilière hospitalière Infracore, copropriété pour l'heure de la société de participation Aeviv (inchangé) et de la représentation helvétique de l'alabamien Medical Properties Trust, a brossé mercredi les contours de son futur actionariat à l'issue de son entrée en Bourse à Zurich, agendée pour ce jeudi 10 juillet.

Sur le marché élargi, DKSH (-0,9%)

a conclu un partenariat avec PY Healthcare, principal fournisseur malaisien d'herbes halal issues de la médecine traditionnelle chinoise, pour renforcer la distribution de produits bien-être à base de plantes à travers la Malaisie péninsulaire. Le spécialiste des technologies médicales Kuros gonflait de 8,6% après une recommandation à l'achat par Berenberg.

Le constructeur d'appareils électroménagers V-Zug (-0,1%) a pris congé de sa responsable ressources humaines Sandra Forster-Bernachia, qui selon les termes consacrés quitte l'entreprise de son plein gré.

R.I.

POUR DÉCENTRALISER SON ÉCONOMIE

La Corée du Sud fait le pari de l'IA

Avec l'annonce d'un plan d'investissement de près de 900 milliards d'euros, le gouvernement sud-coréen veut surfer sur le boom économique du secteur des semi-conducteurs. Des régions éloignées de la capitale doivent bénéficier de ces financements.

L'intelligence artificielle va-t-elle permettre de décentraliser l'économie ? C'est en tout cas ce que semble penser le gouvernement sud-coréen, qui a annoncé le 29 juin un colossal plan d'investissement d'environ 900 milliards d'euros sur au moins 10 ans, en partenariat avec les deux mastodontes locaux, Samsung et SK Hynix. Plus de la moitié de cette enveloppe doit être consacrée à l'implantation dans le sud-ouest du pays, une région déshéritée, de quatre usines de fabrication de semi-conducteurs, ces puces indispensables pour les géants de l'IA et d'Internet. Quatrième économie d'Asie, la Corée du Sud est très centralisée. Plus de la moitié de la population vit à Séoul ou dans sa région. Les clusters de semi-conducteurs, opérationnels et en construction, se trouvent tous dans la grande banlieue, au sud de la capitale. En s'appuyant sur les immenses profits générés par le secteur des puces mémoire ces derniers mois grâce au boom lié à l'IA, le gouvernement cherche donc à rééquilibrer le territoire.

Forts besoins en eau et en électricité

Mais son plan se heurte à plusieurs obstacles, dont le manque d'infrastructures. Le parti démocrate (centre gauche), actuellement au pouvoir, s'est longtemps opposé, notamment dans son bastion électoral du



Sud-ouest, à la construction de barrages et de retenues d'eau lancée par le président conservateur Lee Myung-bak en 2009. Idem pour l'énergie nucléaire, impopulaire à gauche après la catastrophe de Fukushima chez le voisin japonais. « Ils vont devoir changer de position », analyse Sung-Soo Eric Kim, professeur à la Keio University Business School. Les usines de semi-conducteurs requièrent en effet une grande quantité d'électricité et d'eau purifiée. Dans un pays où le choix du lieu de vie des familles dépend largement de la réputation des établissements scolaires du secteur, il sera également difficile d'attirer des cadres

à 300 km de la capitale. « La fabrication de semi-conducteurs nécessite des ingénieurs hautement qualifiés, et nous connaissons une pénurie de ce type de personnel au niveau mondial. Il faudra donc construire des bonnes écoles, et surtout des écoles internationales », analyse le Pr Kim. Pour que ce plan très ambitieux ne reste pas à l'état de promesses et devienne « réaliste », le spécialiste en semi-conducteurs estime qu'il faudrait rendre ce projet de cluster dans le Sud-ouest « plus international », en invitant des entreprises étrangères comme l'Américain Micron ou le Taïwanais TSMC.

Agence

ALLEMAGNE

La production industrielle confirme sa reprise en mai

En avril, la production industrielle n'a progressé que de 0,2% comparé au mois précédent, selon des chiffres révisés par l'institut allemand des statistiques, Destatis, qui avait fait initialement état d'une augmentation de 0,4%. La production industrielle a progressé de 0,9% en mai en Allemagne, selon des données provisoires publiées mardi, meilleures qu'attendu par les analystes, qui confirment la reprise progressive de cet important secteur de la pre-

mière économie européenne. Le consensus d'analystes interrogés par Factset tablaient sur une hausse moindre de 0,3%. En avril, la production industrielle n'a progressé que de 0,2% comparé au mois précédent, selon des chiffres révisés par l'institut allemand des statistiques, Destatis, qui avait fait initialement état d'une augmentation de 0,4%. "La reprise progressive de l'industrie se poursuit. Ce n'est pas une mauvaise nouvelle si l'on considère

que ces chiffres ont été recueillis pendant la période de la guerre avec l'Iran, lorsque l'incertitude était particulièrement forte", a commenté Jens-Oliver Niklasch, économiste senior de LBBW. "Pour le deuxième trimestre, les données récoltées pour le moment sont un peu meilleures qu'anticipé jusqu'ici", a-t-il ajouté. "Une production industrielle étonnamment robuste dissipe les craintes de récession, tandis que l'optimisme revient progressivement

dans la plus grande économie de la zone euro", note de son côté Carsten Brzeski, économiste chez ING. L'évolution positive de la production en mai est essentiellement à attribuer à la croissance de l'industrie automobile --pilier pourtant en difficulté de l'industrie allemande-- (+3,6%), ainsi que dans une moindre mesure celle du bâtiment (+0,9%), a indiqué Destatis.

Agence

CHINE

Pékin assouplit davantage les restrictions sur les exportations de carburant pour juillet

La Chine a levé les restrictions sur les exportations de produits pétroliers raffinés pour le reste du mois de juillet et a autorisé un raffineur privé à reprendre ses expéditions après une interruption de quatre mois, ont indiqué des sources commerciales, alors que le plus grand raffineur au monde revient à la normale après les

perturbations liées au conflit iranien. Zhejiang Petrochemical Co, détenue majoritairement par Rongsheng Petrochemical, a été autorisée à exporter du carburant en juillet, ont précisé quatre sources informées du dossier, après avoir suspendu ses exportations pendant plus de trois mois.

Le ministère du Commerce chinois et la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) n'ont pas immédiatement répondu aux demandes de commentaires envoyées par fax. Rongsheng n'a pas non plus répondu immédiatement à une demande de commentaire.

Agence

IRLANDE

L'économie de se contracte moins que prévu initialement

L'économie irlandaise a contracté de 7,0% au premier trimestre de 2026, prolongeant une baisse de 3,6% au trimestre précédent, selon des données révisées. Le secteur industriel mondialisé a reculé de 12,0% par rapport au T4 2025, tandis que l'Information et la Communication ont diminué de 2,0%. Dans l'ensemble, le secteur dominé par les multinationales a chuté de 7,5%. La demande intérieure, cependant, a montré une résilience

La Demande Intérieure Modifiée (DIM) a augmenté de 0,3%, soutenue par une hausse de 0,8% des dépenses personnelles. Les secteurs axés sur le marché intérieur ont progressé de 0,1%, avec une croissance de 1,0% dans les Services Professionnels, Administratifs et de Soutien. La dynamique commerciale a changé, avec des exportations en baisse de 8,4% et des importations en hausse de 2,4%, entraînant une chute de 37,4

% des exportations nettes. L'investissement en capital a bondi de 27,0%, reflétant des valeurs boursières plus élevées, tandis que les dépenses publiques ont augmenté de 0,3%. Le Produit National Brut (PNB), excluant les bénéfices des multinationales, a augmenté de 6,8%, soutenu par une baisse de 48,4% des sorties de revenus des facteurs.

R I.

ESPAGNE

Le gouvernement relève sa prévision de croissance 2026 à 2,6%

Le gouvernement espagnol a relevé sa prévision de croissance 2026, de 2,2% à 2,6%, malgré le retour de l'inflation dans le pays, à 3,2% en juin selon un chiffre provisoire publié lundi par l'Institut national des statistiques (INE), en raison du conflit au Moyen-Orient.

"Nous bénéficions d'une croissance dynamique, d'une économie plus résiliente, comme nous le constatons, capable de faire face aux chocs", s'est félicité le ministre de l'Économie, Carlos Cuerdo, en conférence de presse à l'issue du Conseil des ministres. Le gouvernement anticipait jusque-là une croissance de 2,2% en 2026 dans la quatrième économie de la zone euro, comme l'OCDE.

Le FMI, de son côté, prévoit une hausse du PIB de 2,1% cette année, tandis que la Banque d'Espagne se montre plus optimiste (2,3%), malgré la crainte exprimée en mars d'un "ralentissement significatif" de l'activité en raison des hostilités au Moyen-Orient.

Une grande partie du premier semestre a en effet été marquée par ce conflit ayant entraîné l'explosion des prix mondiaux du pétrole et, par répercussion, une augmentation de l'inflation dans de nombreux pays, dont l'Espagne. Mais l'inflation est restée stable depuis avril, grâce notamment au plan d'aides de cinq milliards d'euros voté en urgence en mars par le Parlement espagnol, qui a permis de limiter la hausse des prix à la pompe pour les particuliers et les entreprises espagnoles.

Un nouveau texte a été approuvé lundi par le gouvernement, notamment pour continuer à aider financièrement les professionnels des secteurs agricoles et du transport. Réduite à 10% depuis plus de deux mois, la TVA sur les carburants repasse toutefois à son taux normal de 21% ce mercredi 1er juillet, a précisé Carlos Cuerdo. En 2025, l'Espagne avait connu une croissance soutenue de 2,8% et celle-ci a atteint 0,6% au premier trimestre 2026, selon l'INE. D'après Carlos Cuerdo, elle pourrait atteindre "0,64%-0,65%" au second trimestre cette année, et ensuite 2,2% sur l'ensemble de l'année 2027.

Dans ce contexte économique porteur, l'exécutif a lancé mi-avril un plan de régularisation massif de sans-papiers, principalement originaires d'Amérique latine et déjà installés en Espagne, pour soutenir l'économie face au vieillissement de la population active. Les demandeurs ont jusqu'à mardi soir pour envoyer leur dossier, avant que les autorités leur délivrent --ou non-- un permis de séjour et de travail uniquement valable en Espagne.

La semaine dernière, près d'un million de dossiers avaient été déposés et quelque 360.000 demandes avaient déjà été jugées "recevables", avait indiqué une source gouvernementale à l'AFP.

Synthèse R I.

LE PARI QUI POURRAIT BOULEVERSER LE MARCHÉ DE L'IA (ET LES USA)

DeepSeek prépare ses propres puces

DeepSeek, la start-up chinoise qui a fait trembler Wall Street début 2025, prépare une nouvelle offensive. Et cette fois, ce ne sont pas les modèles d'intelligence artificielle (IA) qu'elle entend révolutionner, mais les puces de pointe.

Depuis fin 2023, Washington interdit l'exportation vers la Chine des puces NVIDIA les plus avancées, jugées trop stratégiques pour tomber entre les mains d'un adversaire. Une décision qui a forcé les entreprises chinoises d'IA à composer avec des alternatives locales, à commencer par Huawei qui ne cesse d'évoluer dans la filière.

DeepSeek est au cœur de cette bataille commerciale. Son modèle phare, R1, a été entraîné sur des puces NVIDIA H800, conçues spécialement pour le marché chinois avant d'être elles aussi bannies. Depuis, l'entreprise s'est tournée vers Huawei, et a adopté ses autres modèles à l'architecture Ascend du géant chinois. Mais visiblement, la jeune pousse ne veut plus dépendre de personne.

Une puce d'inférence

Car d'après Reuters, DeepSeek travaille depuis environ un an sur sa propre puce, dédiée à l'inférence, c'est-à-dire l'étape lors de laquelle un modèle génère des réponses pour ses utilisateurs. Elle représente aujourd'hui le segment qui croît le plus vite dans la demande de calcul liée à l'IA.

Mais le projet en est encore à ses débuts. L'entreprise discuterait avec des partenaires spécialisés dans la conception de puces, la fabrication et la mémoire, pour évaluer la faisabilité d'un tel virage. En parallèle, elle recruterait discrètement des ingénieurs spécialisés, sans passer par des offres d'emploi publiques, histoire de ne pas trop attirer l'attention. À noter, également, que pour l'heure,



rien ne garantit toutefois que l'initiative aboutisse. Concevoir une puce compétitive prend généralement plusieurs années et nécessite des investissements conséquents. Et même en cas de réussite technique, DeepSeek se heurterait à d'autres obstacles : les États-Unis interdisent aux concepteurs chinois l'accès aux fonderies étrangères les plus avancées, et restreignent l'accès à la mémoire à haute bande passante, un composant essentiel pour ce type de processeurs.

La course aux puces

Cette ambition tombe sous le sens, car Pékin pousse depuis plusieurs mois ses champions technologiques à développer leurs propres alternatives, plutôt que de rester dépendants de fournisseurs étrangers. Résultat, Huawei, qui contrôle environ la moitié de la filière chinoise des puces IA voit sa position s'éroder. En ef-

fet, les géants Alibaba et Baidu conçoivent eux aussi leurs propres puces, et grignotent des parts de marché.

Mais ce n'est pas tout. DeepSeek s'inscrit également dans une dynamique plus large, qui dépasse les frontières chinoises. OpenAI a dévoilé le mois dernier Jalapeño, sa première puce d'inférence conçue avec Broadcom. Anthropic, de son côté, envisagerait de suivre le même chemin et discuterait avec Samsung. Partout, les acteurs de l'IA cherchent à s'affranchir de NVIDIA, l'incontournable de l'écosystème.

Dernier détail qui ne doit rien au hasard : ce projet coïncide avec la toute première levée de fonds externe de DeepSeek, à hauteur de 7 milliards de dollars pour une valorisation comprise entre 52 et 59 milliards. Après des années à refuser tout capital extérieur, l'entreprise semble amorcer un tournant stratégique majeur.

Un éditeur vidéo est désormais intégré à X : l'ère du bon vieux Twitter est définitivement tournée

Un tout nouvel éditeur et enregistreur vidéo vient de débarquer sur l'application iOS de X.com, anciennement Twitter. La plateforme d'Elon Musk soigne ses outils pour pousser les créateurs vers le contenu original, et accélère encore sa mue vers le tout-vidéo. Aujourd'hui, les vidéos représentent déjà près de la moitié des impressions générées sur X. Un poids considérable, qui explique pourquoi la plateforme cherche à muscler son éditeur. Mais l'enjeu ne se limite pas à séduire de nouveaux créateurs.

Nikita Bier, le chef produit de X, pointe surtout un problème récurrent : une bonne partie des vidéos publiées par les plus gros comptes seraient en réalité volées ailleurs, parfois republiées plusieurs années après être devenues virales sur d'autres plateformes. De quoi nuire à l'expérience des utilisateurs et surtout, au modèle économique du réseau social. Il a donc décidé d'agir.

Éditer directement dans X

Ainsi, le nouvel éditeur embarque plusieurs fonctionnalités très atten-



dues. Les créateurs peuvent désormais superposer des sous-titres en plusieurs langues et personnaliser leur apparence, ou encore les générer automatiquement. Un outil de découpe permet aussi de couper ses vidéos plus facilement. Autre nouveauté : le fond vert, qui permet d'incruster en arrière-plan une photo de la pellicule ou même un autre post X. Un principe qui n'est pas sans rappeler ce que proposent déjà Instagram et TikTok. « L'un de nos plus grands objectifs est de donner aux créateurs les outils pour créer du contenu

original, et de récompenser ces créateurs », résume Nikita Bier. Un chantier qui ne date d'ailleurs pas d'hier. X a déjà réduit les paiements versés aux comptes considérés comme de simples agrégateurs de contenus volés, et réalloué les revenus générés par certaines republications frauduleuses vers leurs créateurs d'origine.

Un virage débuté il y a plusieurs années déjà

Depuis plusieurs années déjà, X

cherche à faire de la vidéo un pilier de sa plateforme au détriment du micro-blogging qui l'a rendue populaire.

L'entreprise a par exemple testé un onglet vidéo dédié dans sa barre de navigation, et multiplié les accords autour de contenus originaux baptisés « X Originals ». En 2024, l'ex-patronne, Linda Yaccarino, allait même plus loin, qualifiant la plateforme de « video first ».

Mais dans les faits, ce virage tarde à se concrétiser. Car X reste largement distancée par TikTok, Instagram ou YouTube, cette dernière ayant même été présentée par Elon Musk comme une rivale directe à dépasser.

Et un éditeur plus complet ne suffira sans doute pas à inverser la tendance. Toutefois, en misant sur du contenu réellement inédit, X espère au moins donner un nouveau souffle à son ambition vidéo, et tourner un peu plus la page de son ADN original, du texte et de l'instané.

À noter que l'éditeur vidéo arrivera prochainement sur les appareils Android, X étant actuellement en train de le peaufiner.

La mort de Pocket a laissé un vide que ce service gratuit compte bien remplir

Pocket a fermé en juillet 2025, emportant des années de listes de lecture. Raindrop.io s'est imposé comme la destination naturelle de cet exode : freemium, sans publicité, disponible sur tous les appareils. Mozilla a annoncé la fermeture de Pocket en mai 2025, invoquant une évolution des usages. L'argument a pris à contre-pied des dizaines de millions de personnes qui stockaient des articles, des pages produits et des ressources depuis parfois dix ans. Le service a cessé de fonctionner le 8 juillet ; la fenêtre d'export des données a définitivement fermé le 12 novembre 2025. Ceux qui n'ont pas récupéré leur archive à temps ont tout perdu. Raindrop.io prend la relève, à sa manière.

De la liste de lecture au gestionnaire de liens : ce que fait Raindrop autrement

Raindrop fonctionne comme un gestionnaire de favoris centralisé, disponible via navigateur, client de bureau et application mobile. Une extension s'installe dans Chrome, Firefox, Safari ou Edge (un clic sur l'icône dans la barre du navigateur suffit à sauvegarder la page ouverte). Les liens s'affichent en grille de cartes visuelles avec aperçu, titre et URL, ce qui simplifie la navigation dans une collection qui grossit avec le temps.

L'organisation repose sur des collections (l'équivalent de dossiers) et des tags cumulables. Raindrop détecte automatiquement les doublons et les liens brisés, un confort que Pocket n'avait jamais vraiment intégré. Les collections peuvent être partagées ou rendues publiques, ce qui ouvre un usage de veille commune que l'application de Mozilla ne permettait pas nativement. Un mode lecture reformate chaque article pour la lecture (même principe que le Reader Mode d'un navigateur, mais appliqué à n'importe quel lien sauvegardé). La synchronisation fonctionne sur Windows, macOS, Linux, iOS et Android.

Gratuit sans date d'expiration

La version gratuite autorise un nombre illimité de favoris, des collections imbriquées, les tags et les surlignages (plafonnés à cinq par page). La version Pro, à environ 38 dollars par an, ajoute principalement la recherche en texte intégral : le moteur indexe alors le contenu complet des articles sauvegardés, pas seulement leurs titres ou descriptions (sur une archive de plusieurs milliers de liens, la nuance devient vite décisive). Pour un usage personnel courant, la couche gratuite suffit longtemps. C'est l'inverse du modèle freemium d'appel où les fonctions utiles se nichent derrière l'abonnement. Pocket était gratuit, lui aussi, mais financé par Mozilla et donc soumis aux arbitrages stratégiques de la fondation, comme juillet 2025 l'a rappelé brutalement. Raindrop est développé par une équipe réduite avec un modèle économique lisible ; la contrepartie est l'absence d'open source et le stockage des données chez l'éditeur. Pour ceux que la souveraineté des données inquiète davantage, des alternatives auto-hébergées existent (Wallabag, Karakeep).

Un an après l'annonce de Mozilla, Raindrop a transformé un exode involontaire en base utilisateur solide, ce que la fondation n'avait probablement pas mis dans la colonne « conséquences prévisibles » de sa décision.

La première moto électrique de Honda est finalement arrivée en concession

Présentée fin 2025, l'arrivée de la WN7, la première moto électrique de Honda, est finalement effective. Les premiers exemplaires arrivent en concession et viennent épauler les scooters EM1 e: et CUV e: en s'adressant à une clientèle différente. La nouvelle venue s'offre même le luxe de jouer sur deux tableaux : celui des équivalents 125 cm³ et celui des permis A2. Il faudra toutefois être prêt à dépenser une coquette somme.

Les premières Honda WN7 (pour Wind Naked) sont finalement arrivées en concession ! En débutant à 14 999 € pour une moto en équivalence 125 ou accessible avec le permis A2, pas sûr que la clientèle se batte dans les concessions comme s'il s'agissait d'un climatiseur. Cependant, ce lancement est important pour Honda : il s'agit de sa première véritable moto électrique. La gamme ne comptait jusqu'ici que deux scooters électriques : l'EM1 e:, dans la catégorie des cyclomoteurs équivalents 50 cm³, et le CUV e:, équivalent à un 125 cm³. Dévoilée au salon de Milan, la version définitive de la WN7 devait voir ses premiers exemplaires livrés dès le début de l'année, les commandes étant ouvertes depuis novembre 2025. Le segment des motos électriques accessibles avec le permis A1 est déjà riche. Conduisibles dès 16 ans ou avec une formation de 7 heures en plus du permis B, elles permettent des performances suffisantes pour le quotidien tout en évitant de passer les permis A2 puis A. En proposant une version bridée d'une machine pensée comme un gros cube, Honda se positionne sur le haut de gamme du segment. En témoigne la partie-cycle, presque surdimensionnée pour une moto développant 15 ch, la limite autorisée pour les titulaires du permis A1.

Une 125 équipée comme un gros cube

La longueur de 2 156 mm est celle d'un gros cube, tout comme le poids de 217,5 kg en ordre de marche. Cela profite toutefois à la suspension et au freinage, qui sont du même acabit. On retrouve une fourche inversée Showa de 43 mm de diamètre à laquelle sont fixés deux étriers Nissin à double piston pinçant des disques de 296 mm. À l'arrière, le beau monobras cache un disque de 256 mm pincé par un étrier simple piston. Bien entendu, l'ABS est de la partie et comprend même un système actif en courbe. Plus que suffisant pour digérer la modeste puissance. À ce titre, la monte pneumatique en 120/70 R17 à l'avant et 150/50 R17 à l'arrière est, elle aussi, généreuse pour une machine apparentée à une 125. Avec une hauteur de selle de 800 mm, elle reste accessible à la plupart des gabarits. Tout ce bel équipement est bien plus cohérent lorsque l'on



choisit la version A2. Si sa puissance nominale de 24 ch peut sembler légère, elle lui permet de rester accessible sans le permis A, malgré une puissance atteignant 68 ch en crête et un couple généreux de 100 Nm. L'une comme l'autre dispose d'une batterie de 9,31 kWh permettant une autonomie de 156 km selon le cycle WMTC pour la moins puissante et de 141 km pour sa grande sœur. Elles sont compatibles avec la recharge rapide en courant continu et peuvent passer de 20 à 80 % de charge en 30 minutes, un temps appréciable pour des deux-roues. L'écran de 5 pouces permet de surveiller toutes les données relatives à la consommation, à l'autonomie, à la décélération régénérative ou encore aux quatre modes de conduite. Honda reconnaît d'ailleurs volontiers que le but n'était pas de remplacer directement l'usage d'une moto thermique, mais plutôt d'offrir une nouvelle expérience. Si certains clients potentiels restent sceptiques, la gamme compte toujours de nombreux modèles thermiques pour tous les goûts.

Mais une 125 au prix d'un gros cube

Les deux versions sont disponibles au même prix : 14 999 €. Pour la version A1 de 11 kW, soit 15 ch, c'est largement au-dessus de la concurrence, dont la majorité des modèles se situe sous la barre des 10 000 €. Cela reste une somme colossale pour une machine de cette catégorie. D'autant plus que, si l'équipement se pose en référence sur le segment, certaines machines comme une Vmoto Stash embarquent tout le nécessaire pour moitié prix et avec une autonomie annoncée de 180 km. Et elle n'est pas une exception dans la catégorie... Seules quelques références, comme une Zero Motorcycles Zero S, se paient le luxe d'être encore plus chères, à 18 145 €, mais avec des performances supérieures et une autonomie annoncée de 262 km. La proposition de la version 50 kW, accessible avec le permis A2, s'avère bien plus cohérente. Elle se retrouve de nouveau en concurrence avec les modèles de Zero Motorcycles, mais sans la pression des marques chinoises et sud-asiatiques, le tarif de la WN7 devient plus pertinent. Reste à voir l'accueil que réservera la clientèle à ce produit soigné, mais inédit pour Honda.

L'Union européenne s'attaque à un autre produit automobile importé de Chine

L'Union européenne vient de mettre en place de nouveaux droits de douane pour faire face à la concurrence venue de Chine dans le secteur automobile. Mais cette fois, ce ne sont pas les voitures qui sont visées : cette mesure s'applique seulement aux pneumatiques, afin de mieux protéger les entreprises du Vieux Continent comme Michelin ou Pirelli. Le prix des gommes fabriquées dans l'Empire du Milieu risque donc d'augmenter, et ce n'est pas forcément une mauvaise nouvelle, pour différentes raisons. La concurrence chinoise n'inquiète pas seulement les constructeurs automobiles. Elle est peut-être plus redoutable encore pour les équipementiers, à l'activité beaucoup moins médiatisée. Selon des calculs de l'Union européenne, les importations de pneus en provenance de l'Empire du milieu ont ainsi bondi de 62 % entre 2021 et 2024. On est passé de 57 à 93 millions d'unités

par an, ce qui représente désormais 28 % de part de marché au lieu de seulement 18 % il y a trois ans. C'est d'ailleurs une des raisons annoncées par l'intouchable Michelin pour annoncer une nouvelle réduction de ses effectifs en France.

Jusqu'à 45,3 % de droits de douanes pour les pneus fabriqués en Chine

La situation pourrait toutefois changer à compter de ce mercredi 8 juillet. Après une longue période d'investigation, la Commission européenne vient en effet de mettre en place un "droit antidumping définitif sur les pneumatiques neufs tourisme et camionnette en provenance de Chine". Elle a jugé que les prix pratiqués par la plupart de ces produits étaient inférieurs à leur valeur normale, engendrant une concurrence déloyale. Elle a donc repris le même principe que pour les droits de douane appliqués à certaines voitures électriques, avec un taux varia-

ble en fonction de l'entreprise. Les sociétés qui ont coopéré à l'enquête limitent ainsi la casse. Le coréen Hankook, qui fabrique certaines de ses gommes en Chine, se contente même d'un modeste taux de 4,3 % pour ses usines de Chongqing et du Jiangsu. Pour une soixantaine d'autres manufacturiers ayant également accepté d'apporter leur aide, le taux sera de 24,4 %. Parmi eux, on trouve d'autres grandes marques internationales qui ont délocalisé une partie de leur production dans l'Empire du milieu comme Pirelli, Goodyear, Continental ou Kumho. Une situation qui rappelle un peu celle des Mini Cooper et Aceman chez les voitures électriques. En revanche, pour tous les autres, ce sont des droits de 45,3 % qui s'imposent. Ils sont institués pour une durée de cinq ans et viennent s'ajouter aux droits de douane habituels.

Quel effet auront ces droits de douane sur le prix des pneus ?

Ces droits ne pourront cependant pas être perçus rétroactivement sur les importations antérieures. Autre précision de taille, c'est bien le lieu de fabrication qui compte, pas la nationalité de son producteur. Alors que les voitures chinoises assemblées en Europe sont de plus en plus nombreuses, verra-t-on un jour le même phénomène pour les pneus ? Rien de certain. Dans l'immédiat, le Syndicat du pneu, qui représente les principaux acteurs du secteur en France, s'attend donc à "un rééquilibrage des prix et de l'offre [...] dans les mois qui viennent, au bénéfice des gommes fabriquées en Europe et dans les pays tiers." Cette lutte contre les manufacturiers chinois n'est en outre pas encore terminée. Selon le Syndicat du pneu, une "enquête antitrust" dis- tincte, portant sur les aides pu-

bliques accordées aux producteurs chinois, est toujours en cours et devrait aboutir d'ici la fin de l'année 2026. Elle pourrait conduire à des droits additionnels." Le prix de certaines gommes fabriquées dans l'Empire du milieu risque donc d'augmenter à nouveau d'ici quelques mois.

La fin de la progression pour les pneus à bas prix ?

Cela pourrait bien freiner la progression du cheval de bataille des marques chinoises : les pneus bas de gamme auxquels les Français semblent de plus en plus accro. Toutes nationalités confondues, la part de marché de ces produits "low cost" a en effet grimpé de 9,6 % à 21,4 % entre 2016 et 2024 dans l'Hexagone. Une croissance qui n'était une bonne nouvelle ni pour l'emploi, ni pour la sécurité.

Mots fléchés

FLEUR DES CHAMPS FLEUR TRÈS CULTIVÉE	MONNAIES ROUMAINES EXTRAIT VÉGÉTAL	PLANTE SAUVAGE ET... APÉRITIVE	FLEUR À LIQUEUR TROUSSEAU	LAINES D'ÉCOSSE	MYRTILLE ERBIUM AU LABO	FLEUR D'AUTOMNE GOÛTS			
→	↓	→	↓	→	↓	→	↓	→	↓
		ÉTOILE D'ARGENT TUMEUR DES VÉGÉTAUX							
BOUT DE PAIN HIBOU				RÔDAT ÉTAT AFRICAIN					
→		ÉPREUVE DE TROT				PREMIÈRE VENUE ROUGE POMME			
COLLE JADIS À BASE DE GUI	MISSIVE		FAIRE DU VÉLO ORDRE						
→		LABYRINTHE PASTEL DES TEINTURIERS			FLOTTÉ ARBUSTE À FRUITS ROUGES			CONIFÈRE	
VIEILLES MONNAIES	VICTOIRE D'EMPIRE UNE PLANÈTE			SAULES PARESSEUX					
→	↓		UNE DES 9 MUSES NOUAS			SALUT ROMAIN	POSSESSIF VIEUX VÉLO		
EXAMEN IMMORTELLE			DANS LA MOSQUÉE ATMOSPHÈRES					COURONNÉES	
→				REMÉDIA BEAU AU MILIEU					
FISSE PLAISIR	NIGAUDE FLEUR DE PROVENCE				C'EST-À-DIRE SOLIDIFIÉ		ARTICLE BROYA		
→	↓			SERVICE NON RENDU POÈTE GREC		PROFESSEUR ABRÉGÉ LARVE		CHAÎNE DE MONTAGNES	
MANILLON ÉCRAN		DANSE CUBAINE	DONNE LE TON TROUBLES		URTICACÉES FIÈRE LADY				
→		CHER À ARAGON ÎLE DE FRANCE				PATRON DES ORFÈVRES BAIE AU JAPON			
FLEUR BLANCHE RENONCULACÉE			FLEUR TOXIQUE POSSESSIF						
→				ÉPUISA PÉRIODE			FIN DE VERBE TÉRA-OCTET		
PERSONNAGE DE BD	SANS ENGRAIS			PRÉVENIR					
→						MESURA			

Le Brent à plus de 78 dollars

Les cours du pétrole bondissent mercredi dans la foulée d'une reprise des hostilités au détroit d'Ormuz, l'une des voies maritimes les plus stratégiques au monde. Vers 08H30 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, s'envolait de 5,26% à 78,06 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en août, grimpa de 5,32% à 74,19 dollars. Les deux références du brut évoluaient à leurs plus hauts niveaux depuis deux semaines.



RÉFORME DE L'ONU Pas de nouvelles coupes budgétaires prévues en 2026

Engagées dans une importante réforme, les Nations unies ne s'attendent pas à devoir procéder à des coupes budgétaires ou des suppressions de postes supplémentaires à condition que les Etats membres assument leurs responsabilités, a déclaré mardi un haut responsable. En mars 2025, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a pris une initiative baptisée ONU80 afin de remédier aux difficultés financières chroniques de son organisation, aggravées par les importantes réductions de l'aide internationale décidées par les Etats-Unis et d'autres pays. Dans un premier temps, les Nations unies ont réduit leur budget ordinaire pour cette année de 9,2% par rapport à 2025, a dit à des journalistes à Genève le secrétaire général adjoint chargé des politiques, Guy Ryder, qui pilote cette réforme. Une proportion similaire de postes a également été supprimée au secréta-

riat de l'ONU, a-t-il expliqué, tout en soulignant que cela "ne signifie pas que 9,2% de l'ensemble des effectifs ont perdu leur emploi". Une grande partie des réductions a été absorbée grâce à des postes déjà vacants et à des "mobilités latérales" de personnel vers d'autres fonctions au sein du système onusien, a précisé M. Ryder, ajoutant qu'il ne connaissait pas encore le nombre des personnes ayant effectivement quitté l'ONU à la suite de ces coupes. "Le budget que nous préparons pour 2027 (...) restera plus ou moins au même niveau. Nous n'envisageons pas de nouvelles réductions", a annoncé M. Ryder. "Aucune nouvelle réduction d'effectifs ni du budget n'est prévue, par principe, par le secrétaire général", a-t-il insisté, tout en rappelant que l'organisation "dépend très fortement" des contributions obligatoires et volontaires des Etats membres.

R. E.

PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE L'Algérie réaffirme son engagement à Genève

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a souligné, lors de la séance d'ouverture de la 68e session des Assemblées des Etats membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), tenue mardi à Genève (Suisse), l'engagement indéfectible de l'Algérie à faire de la propriété intellectuelle un instrument efficace de réalisation du développement et de la prospérité ainsi qu'un véritable levier de l'économie de la connaissance, indique un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. L'Algérie "place la protection de la propriété intellectuelle au cœur de sa stratégie de construction de l'économie de la connaissance", a déclaré la ministre, indiquant que "l'accompagnement du créateur et la préservation de ses droits constituent la pierre angulaire à

même de transformer la beauté, de valeur abstraite, en projets concrets à impact sur le développement, permettant aux jeunes d'investir dans leurs talents et de les convertir en actifs économiques durables". "Dans le cadre de cette orientation et sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministère de la Culture et des Arts poursuit ses efforts soutenus en vue de développer un environnement propice à l'investissement culturel", ajoute la première responsable du secteur. Dans ce cadre, Mme Bendouda a passé en revue les initiatives lancées par son département, particulièrement le projet "Moubadar Art", en tant qu'incubateur et accompagnateur de projets créatifs émergents, ainsi que le Prix du président de la République pour

les jeunes créateurs "Ali-Maâchi", devenu un rendez-vous annuel célébrant les talents algériens. Au plan régional, la ministre a réitéré "le rôle central que joue l'Algérie en tant que pôle de référence dans la formation des cadres des pays africains et arabes frères envoyés par l'Organisation", considérant que cela "illustre le rôle pionnier de l'expérience algérienne et traduit l'aspiration à l'édification d'un système continental et arabe intégré appuyant les industries créatives et préservant le patrimoine culturel commun". Dans une allocution prononcée au nom du groupe arabe, la ministre a salué les efforts que déploient les pays arabes pour renforcer le système de la propriété intellectuelle dans la région arabe et appuyer la créativité et l'innovation.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Les Souverainetés de demain se construisent aujourd'hui

Jamais la question de souveraineté (sauf celle politique) n'a été aussi présente dans les débats, les rapports officiels, les déclarations, les relations internationales... que comme maintenant. Elle a même ravi la vedette à une autre notion "la mondialisation" qui a occupé tous les espaces et surtout structuré la pensée, les échanges économiques et toute la géopolitique mondiale. En effet, avec la mondialisation, tout le monde a pensé que la "souveraineté" nationale n'a plus de sens et surtout ne peut être effective tant les marchés globalisés sont devenus plus puissants que les États. Les choses ont changé depuis la crise de la Covid19 (2019) et à un certain degré depuis l'arrivée de Trump à la tête des USA. Les États sont devenus prudents dans leurs engagements internationaux, le patriotisme et son corollaire le protectionnisme sont de retour, à l'instar des mesures douanières de D. Trump au cours de l'été dernier. Tous les États élaborent des stratégies "de souverainetés" allant de l'alimentaire et pharmaceutique au numérique en passant par l'énergie et les industries de défenses. Il va sans dire que ces États établissent les priorités dans ces souverainetés en fonction de leurs situation et surtout des moyens en général mais surtout en fonction de leurs atouts pour chaque domaine ; les souverainetés se construisent sur le long terme et toute précipitation (démarche réactive) peut entraîner davantage de dépendance ; ex. Si on dispose de ressources financières, on va acheter des Data-Centers, pensant que le fait de disposer de ces outils nous assure une souveraineté numérique. Les souverainetés se construisent sur des éco-

systèmes intégrés, donc avec plusieurs segments, plusieurs interactions, plusieurs acteurs, On peut imaginer les 3 grandes souverainetés dont l'Algérie doit préparer sans délais. En premier, la souveraineté numérique. Ce n'est certainement pas la plus urgente en termes de besoin, mais elle est critique, car tout retard peut aggraver la dépendance et rend difficile une autonomie dans ce domaine de haute technologie. L'écosystème doit se construire autour des Écoles nouvellement créées et les universités, le nouveau Datacenter qui vient d'être inauguré ce 5 juillet 2026. Attention, il ne s'agit pas de livrer des bâtiments, des machines et un contingent de sortants des écoles pour dire nous construisons la souveraineté numérique. Par ailleurs, c'est cette souveraineté qui va irriguer toutes les autres en IA comme facteur de performance et de transformation (Agritech, énergie, industrie 4.0...) Il faut faire vite avant que les étudiants sortants des disciplines : Informatique, IA, Cybersécurité, Télécom, Data Science... ne se projettent dans d'autres univers et sous d'autres cieux. J'avais écrit dans une précédente chronique que l'Etat doit mettre 10 Mds de \$ dans la construction de cet écosystème. Cet argent est à prendre dans "l'écosystème" concurrent, celui de l'importation. Les lobbies de ce dernier sont très puissants pour empêcher toute sortie du statu quo. En second lieu, l'énergie. Ici la souveraineté fonctionne en sens inverse. L'Algérie dispose des ressources énergétiques considérables pour sa consommation dans une souveraineté totale. Sa dépendance est

celle de ses revenus à l'exportation de l'Énergie (Dépendance gaz/pétrole). Imaginer notre souveraineté si demain on ne peut plus exporter notre énergie ou son prix chute brutalement. Mais aussi dépendance à l'importation des panneaux solaires et autres équipements de l'énergie. Devenir exportateur d'H2 vert + électricité solaire vers EU, grâce à un potentiel immense de 3600h/an, suppose une stratégie industrielle pour ce secteur resté depuis très longtemps extraverti et sans impacts réels sur l'industrie locale. Faire de l'atout énergétique un instrument, non pas de recettes en devises, mais de politique industrielle et surtout numérique. Quoi de mieux pour attirer les investissements en IA que de fournir de l'énergie électrique décarbonée à prix compétitifs. Vendre de l'énergie brute est totalement dépasser et plus grave encore ça aiderait à créer des concurrents sur tous les autres secteurs : acier, engrais, IA... En troisième lieu la Souveraineté alimentaire. Quatre produits de base, blé tendre, lait, huiles alimentaires et sucre, génèrent plus de 9 Mds de \$ d'importation. Depuis peu, la filière élevage (bovins et ovins) entre en crise et les importations prennent la tangente. Il est inadmissible que cette dernière devienne déficitaire même pour le marché local. C'est une filière qui devrait exporter. La dépendance aux protéines (animales et végétales) importées est dangereuse ; la souveraineté ici prend tout son sens premier, car nourrir sa population souverainement, sans risque, sans chantage et sans contrainte de toute nature, est une nécessité absolue. Si le blé tendre continue à être problématique, sauf à changer le modèle de consommation, le

lait et les viandes rouges sont à la portée de l'Algérie à moyen terme. La souveraineté ne se décrète pas, elle se construit. Pendant 60 ans, les sécurités économiques algériennes (pas la souveraineté) se sont résumées à un indicateur : le baril. Aujourd'hui, le baril ne suffit plus. La guerre économique de 2030 se joue sur 5 autres marchés : le cloud, les puces, l'énergie bas-carbone, les données et les matières critiques. Un marché total de 5000 milliards de dollars. Pour l'Algérie, l'enjeu n'est pas idéologique. Il est comptable. Comment transformer la rente et les matières premières en industrie et les importations en exportations.

Conclusion

Pour l'Algérie, la souveraineté du futur ne signifie pas l'autarcie. Elle signifie la maîtrise des chaînes de valeur des principaux produits entrant dans la vie des algériens et dans le fonctionnement de l'économie pour ne pas subir les "chantages", les conditionnalités, les refus de vente, les interférences dans la souveraineté politique et dans la défense. Il s'agira donc de : Maîtriser l'énergie pour ne plus subir les fluctuations des prix des hydrocarbures. Maîtriser le numérique pour ne plus payer des taxes et des royalties aux GAFAM et surtout risquer une atteinte aux données stratégiques ou subir une rupture du service. Maîtriser la transformation pour ne plus exporter des matières premières et importer des produits finis.